

Tables de l'année 2016

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs.. I à IV	
Table alphabétique des matières	V à XXVIII
Table chronologique de la jurisprudence	XXIX à XXXII

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAIR Philippe

- Détachement de salariés et travail dissimulé en France : l'emploi non déclaré et la fraude sociale.....181

ALLAIN Hervé

- Selon la Chambre criminelle de la Cour de cassation, toute activité syndicale sur la voie publique (distribution de tracts à un péage) serait une manifestation nécessitant une déclaration préalable
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 février 2016480

AUBERT Christophe

- Des pourboires centralisés et retenus par l'employeur en fonction du comportement du salarié et soustraits à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale sont assimilés à du travail dissimulé
Cour de cassation (Ch. Crim.) 1^{er} décembre 2015223

BAGLIO Olivier

- Pénibilité au travail - Les difficultés pratiques de mise en œuvre345

BARADEL Stéphanie

- Pouvoir de direction de l'employeur vs contrat de travail : le vent libéral souffle sur la modulation
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2016726

BAUMGARTEN Christophe

- En cas de reprise par le CE d'une activité sociale et culturelle antérieurement gérée par l'employeur, les sommes devant être réintégrées dans l'assiette de calcul de la subvention sont les dépenses TTC acquittées jusqu'alors par l'entreprise.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2016774

BAUGARD Dirk

- Les mystères attachés à la notion de modification du contrat de travail entraînée par le transfert d'entreprise
À propos de Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2016667

BECKERS Maude

- Médiation, procédure participative et arbitrage : la grande braderie de la justice sociale128

BIZOT Nathalie

- Subordination dissimulée par une pseudo gérance de société
Cour d'appel de Riom (4^{ème} ch. civ.) 26 janvier 2016717

BONNECHÈRE Michèle

- Option sécuritaire pour la rupture conventionnelle
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 201545
- Où va le droit du travail ?315
- Oui à la responsabilité délictuelle, mais vive le co-emploi !
Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} ch. soc.) 28 juin 2016778

BORZAKIAN Jérôme

- La constitution de partie civile du CHST à l'épreuve du Code de procédure pénale : une avancée nécessaire et salvatrice
Cour d'appel de Paris 26 novembre 201574

- Ralentissement discriminatoire du déroulement de carrière pour fait de grève, preuves et indemnisation (salaires, retraite, préjudice moral)
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 11) 16 octobre 2015159

BOUGNOUX Jean-Pierre

- Compétence du juge judiciaire pour apprécier une situation de co-emploi concernant un représentant du personnel dont l'administration du travail a autorisé le licenciement en s'abstenant de se prononcer sur le co-emploi
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2015100

BOULMIER Daniel

- Les effets dévastateurs du reçu pour solde de tout compte : retour à la case départ1
- Quand le juge prud'homal « fait du Macron » avant l'heure : nullité des jugements non motivés en matière de discrimination syndicale
Cour d'appel de Paris 1^{er} avril 201579
- La loi, elle rackette ! À propos des articles 17 et 18 du projet de loi « Travail », visant le budget de fonctionnement du comité d'entreprise249
- Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale296-310
- La procédure prud'homale après le décret n°2016-660 du 20 mai 2016454
- De l'art du sophisme en matière d'exécution provisoire de droit (524 CPC)
Cour d'appel de Riom 23 juin 2016 ; Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (référé) 18 mai 2016569
- Renvoi pour cause de suspicion légitime : l'excès de pouvoir d'un premier président sanctionné (Mulhouse, le retour)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2016 (deux espèces)712
- Résolution amiable des litiges, préalable à la saisine prud'homale ? Des formulaires Cerfa aussi étranges que contestables
Cour d'appel de Paris (Pôle 1, Ch. 3) 14 juin 2016731
- Exécution provisoire d'une ordonnance de référé ayant interdit le transfert d'un contrat de travail décidé par l'employeur
Conseil de prud'hommes de Metz (référé) 28 juillet 2016787
- Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale796-810

BRAUN Anne

- Une appréciation réductrice des conditions de la désignation d'un délégué syndical
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015167

CANUT Florence (avec Louis-Frédéric Pignarre)

- Stipulation d'une clause de non-concurrence nulle et préjudice automatique : histoire d'un revirement annoncé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2016573

CASTEL Myriam

- Le délai de réintégration d'une salariée enceinte licenciée : la consécration d'un principe de diligence de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2015162

- L'annulation du licenciement et état de grossesse et proposition tardive de réintégration refusée par la salariée, appréciation et indemnisation (rupture, six mois de salaire et salaires de la période couverte par la nullité)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2015162
- La survenance du terme initial du CDD est privée d'incidence en cas de requalification judiciaire qui doit être exécutée (art. 6-1 CEDH)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2016523

CERVANTÈS Marie-Hélène

- Pénibilité au travail - Le rôle du médecin du travail350

CGT

- Avis CGT sur le projet de décret relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel142
- Rencontre de la délégation CGT au sujet de la loi « Travail » ...492
- Propositions remises par la CGT à la ministre du Travail et du Dialogue social le 17 juin 2016494
- Contribution de la CGT sur les enjeux de la démocratie sociale et notamment sur la place de l'accord collectif dans le droit du travail697
- Rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale consacré à la protection sociale des non-salariés – Contribution de la CGT760

CHARBONNEAU Alexandre

- Travail maritime et droit communautaire de la protection des travailleurs en cas d'insolvabilité de l'employeur
Cour de justice de l'Union européenne 25 février 2016532

CHEVALIER Charlotte (avec David Métin)

- Requalification CDD-CDI : l'employeur ne bénéficiera pas des allocations chômage dues au salarié !
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016637

CHIREZ Alain

- La fraude ne corrompt pas tout (et notamment pas le délai de prescription)679
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016685

CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'Homme)

- Communiqué de la CNCDH relatif à la restriction de la liberté de manifester562

CORMILLOT Yves

- Nombre d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement ...505
- Consultation sur la situation économique et financière : des droits du comité d'entreprise et des missions d'expertise sur les comptes de l'entreprise plus resserrés Agir en conséquence767

COSME Cyril

- Impact de la mondialisation sur les actions et instruments juridiques de l'OIT192

DARVES-BORNOZ Paul

- En mai, fais ce qu'il te plaît : la motivation du licenciement économique
Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2016 (deux espèces)594

DÉCHOZ Jacques

- Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail256
- Produire le consentement : du militantisme au partenariat social – Banalités de base II547

DECLAIR Caroline

- La ligne blanche de l'inspecteur du travail49
Cour administrative d'appel de Marseille (7^{ème} ch.) 21 août 201553

DELIANCOURT Samuel

- Distinguer l'organisation interne de l'entreprise de l'organisation du service public dont elle a la charge
Tribunal des conflits 11 janvier 2016381

DESRUES Michel

- Recherche de reclassement et inaptitude, la sanction d'un licenciement hâtif

- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2014*87
- L'administration ne peut refuser la présence d'un avocat assistant le représentant du personnel lors de l'enquête contradictoire
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 5 novembre 2015478
- La présomption de faute inexcusable pour les travailleurs précaires privés d'une formation renforcée à la sécurité
Tribunal des affaires de Sécurité sociale de l'Ille-et-Vilaine 7 juillet 2016705

DIDRY Claude

- L'institution du travail. Droit et salariat dans l'histoire (introduction)558

DIRINGER Josépha

- Bienvenue dans l'ère du dialogue social : de nouvelles règles pour une nouvelle logique56

DOCKÈS Emmanuel

- La commission Badinter vaporise le droit du travail114

DUCROCQ Stéphane

- L'exercice effectif du droit à congé : une obligation de l'employeur
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015270

DULMET Pierre

- Des droits à la défense des salariés : sur l'effet utile de l'entretien préalable au licenciement
Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 janvier 2016271

FARDOUX Olivier

- Marchandage : vers une acception plus large de la notion de fourniture de main-d'œuvre ?
Cour d'appel de Paris 30 novembre 2015232

FERKANE Ylias

- Le recours au travail intermittent subordonné à l'existence d'un accord collectif habilitant l'entreprise et désignant de façon précise les emplois concernés
Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2016651

FERRÉ Nathalie

- Infirmière de santé au travail : une histoire banale de licenciement pour insuffisance professionnelle ?
Cour d'appel d'Amiens 30 mars 2016526

FERREIRA Nelly

- L'état d'urgence, prétexte à un bouleversement juridique105

FINIDORI Grégoire

- Évolution de la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation sur le travail illégal211

FLICHY Hubert

- Le Centre national d'arbitrage du travail (CNAT). Une innovation juridique au service du justiciable134

FORMOND Thomas (avec Claude Lévy)

- L'interdiction de remplacer les grévistes par des cadres issus d'autres établissements et recours à la sous-traitance et à un service privé de sécurité, ordonnée sous astreinte par le juge des référés
Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 28 avril 2016..649

GAHDOUN Pierre-Yves

- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel.....657-664
- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel.....811-816

GALLON Claire

- Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Une action en défense de la légalité, mais surtout de la conventionalité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février et 23 mars 2016517

GAUTIER Muriel

- La prise en compte de la pénibilité : un enjeu majeur de justice sociale.....335

GHENIM Amine

- Le juge prud'homal face au droit négocié139

GUEYE Mireille	
• Protection des lanceurs d'alerte : un dispositif à instaurer 70	
GUICHAOUA Hervé	
• Faux auto-entrepreneur et requalification en salarié : travail dissimulé <i>Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 décembre 2015</i> 239	
• Mobilité intragroupe du salarié et marchandage : la logique d'un transfert de la subordination juridique non assumé <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2016</i> 737	
HAMOUDI Karim	
• La loi nouvelle écarte l'application de la durée conventionnelle de la période d'essai <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2016</i> 531	
HÉAS Franck	
• Le devenir de l'obligation de sécurité de résultat en matière de travail 10 <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015</i> 18	
• La pénibilité au travail, une problématique multidimensionnelle 339	
HENRIOT Patrick	
• Rapport Badinter : trop modeste pour être honnête 116	
• Réforme du droit du travail – Des critiques aux « remèdes » : l'art de l'embrouille 265	
HOLLE Dominique	
• Le transfert d'une entreprise comprise dans une UES est un transfert partiel, s'agissant de représentants du personnel <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015</i> 164	
• L'accord tacite de l'employeur suffit pour obtenir le paiement d'heures supplémentaires <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2016</i> 724	
JANTET HIDALGO Mathieu	
• Les déclarations individuelles préalables à la grève dans le secteur aérien : quelle finalité ? <i>Cour d'appel de Paris 15 décembre 2015</i> 275	
JARDONNET Jérémie	
• Une nouvelle détérioration de la protection de la partie faible au contrat de travail : l'existence d'un préjudice et l'évaluation de celui-ci relèvent du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2016</i> 580	
• Un nouveau critère de discrimination prohibé, fondé sur l'état de vulnérabilité économique d'une personne : un instrument adapté pour lutter contre l'exclusion ? 386	
LABORDE Jean-Pierre	
• Rapport conclusif lors du colloque « Droits fondamentaux et contentieux social » 450	
LACOSTE-MARY Valérie	
• Chronique de droit social international et européen 169-174	
LAFORE Robert	
• Le principe d'égalité dans la Sécurité sociale : incertitudes et ambiguïté de sa construction contentieuse 433	
LE CORRE Gérard	
• Le Conseil d'État confirme l'illégalité du refus de l'administration de mener l'enquête réglementaire à la suite du signalement de danger grave et imminent par des membres du CHSCT <i>Conseil d'État 23 octobre 2015</i> 28	
LÉVY Claude (avec Thomas Formond)	
• L'interdiction de remplacer les grévistes par des cadres issus d'autres établissements et recours à la sous-traitance et à un service privé de sécurité, ordonnée sous astreinte par le juge des référés <i>Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 28 avril 2016</i> 649	
MAILLARD-PINON Sandrine	
• L'insuffisance d'un statut social exclusivement conventionnel : l'exemple du licenciement d'un employé de maison <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2015</i> 40	
MALLEVAYS Vincent	
• Bref, j'ai utilisé ma liberté d'expression syndicale en postant une vidéo parodique sur YouTube ! <i>Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 25 juin 2015</i> .. 291	
MASSON Philippe	
• Salariés de confiance : le retour ? (à propos des arrêts du 22 juin 2016 concernant les cadres dirigeants) <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016</i> 744	
MAZIÈRES Arnaud	
• Dispositions conventionnelles restrictives inopposables en matière d'indemnités de licenciement différentes entre catégories de cadres <i>Cour d'appel de Paris (Pôle 9 – Ch. 5) 15 octobre 2015</i> 275	
• L'administration doit respecter le principe du contradictoire lors de l'enquête concernant le licenciement d'un représentant du personnel. L'employeur est tenu de mettre en demeure le salarié de choisir un des deux emplois qu'il cumulait <i>Cour administrative d'appel de Marseille 21 décembre 2015</i> 288	
• La nouvelle compétence du tribunal d'instance en matière électorale (répartition des sièges), qui retient la proportionnalité <i>Tribunal d'instance d'Aulnay 29 février 2016</i> 380	
• Permanence des fonctions durables de l'entreprise et éclatement juridique des titulaires : une opacité que les règles de transfert peinent à faire reculer <i>Cour d'appel de Lyon 11 décembre 2015</i> 537	
• La renonciation aux jours supplémentaires pour fractionnement des congés payés doit être expresse et non équivoque <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2016</i> 564	
• Immixtion d'une personne publique dans la gestion de l'employeur privé. Co-emploi. Compétence du juge administratif <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2016</i> 579	
• La rétention d'un militant syndical dans les locaux de la gendarmerie alors qu'il préparait une manifestation constitue une atteinte arbitraire à la liberté individuelle par dépositaire de la force publique <i>Cour de cassation (Ch. Crim.) 24 mai 2016</i> 592	
• La liberté fondamentale d'agir en justice du salarié et la nullité du licenciement de rétorsion faisant suite au maintien provisoire du contrat (CDD) obtenu en référé et l'action en requalification <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016</i> 641	
• Égalité de traitement et négociation collective : une décision de la Chambre sociale en forme de chèque en blanc <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2016</i> 720	
• Le défaut de formation associée à l'obligation d'adaptation est un manquement transmis au cessionnaire <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2016</i> 775	
• Cession frauduleuse d'une filiale déficitaire et nullité des licenciements <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016</i> 777	
• Le changement d'employeur exige, hors l'exception de l'art. L1224-1, l'accord préalable du salarié <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016</i> 794	
MÉNARD Claudy	
• L'accès des syndicats aux informations nécessaires lors de la préparation des élections (registre du personnel et DADS) <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 janvier 2016</i> 369	
MESS Sylvie	
• Le droit d'alerte des DP en cas de harcèlement moral : un outil efficace au service de la préservation de l'emploi <i>Conseil de prud'hommes de Colmar 10 novembre 2015</i> 278	
MÉTIN DAVID (avec Charlotte Chevalier)	
• Requalification CDD-CDI : l'employeur ne bénéficiera pas des allocations chômage dues au salarié ! <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016</i> 637	
MEYER Francis	
• Accidents du travail et maladies professionnelles : la longue quête des victimes pour obtenir une meilleure réparation du dommage corporel. 603 <i>Annexe : extrait de la nomenclature Dintilhac</i> 620	

MEYRAT Isabelle

- La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ou l'histoire d'une réforme au long cours689

MICHEL Stéphane

- Les incertitudes liées à la nouvelle durée de la période d'essai applicable au contrat d'apprentissage66

MILET Laurent

- L'indemnisation pour violation du statut protecteur : un montant bas de plafond20
- Les effets de l'indigence des informations économiques et la base de données sur la consultation du CE et le rôle de l'expert *Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc. C) 8 janvier 2016*474
- Voyage en « Absurdie » : la Chambre sociale de la Cour de cassation et les délais de consultation du comité d'entreprise *Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2016*751

MOREAU Florelle

- Licenciement pour trouble objectif lié à l'absence d'un salarié malade : l'introuvable nullité à raison de l'état de santé *Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2016*373

MULLER Fabienne

- La saga du A1 ou l'inertie au service de la fraude au détachement442

OBSERVATOIRE DE LA LAÏCITE

- Libertés et interdits dans le cadre laïque763

ODOUL-ASOREY Isabel

- Le principe de participation des travailleurs devant le Conseil constitutionnel426

ORIF Vincent

- La réforme des juridictions prud'homales au regard du droit à un procès équitable387

OTTAN Alain

- L'agonie du co-emploi
Cour d'appel de Nîmes 15 avril 2014 ; Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2015 ; Cour d'appel de Montpellier 29 septembre 201589

PARDO Emmanuel

- L'évaluation des préjudices d'un salarié licencié pour motif économique : illustration d'une obsession patronale
Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 201534

PESKINE Elsa

- Le co-emploi est mort, vive le co-emploi ! À propos de Cass. Soc. 10 décembre 2015, SAS Fayat (Établissements J. Richard Ducros)177

PETIT Franck

- Pénibilité au travail - Travailler et bien vieillir355
- Gérer et anticiper la modification du contrat de travail483

PIGNARRE Louis-Frédéric (avec Florence Canut)

- Stipulation d'une clause de non-concurrence nulle et préjudice automatique : histoire d'un revirement annoncé
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2016573

POIRIER Mireille

- L'essentiel du rapport Badinter112

PORTA Jérôme

- La compétence internationale à l'épreuve de la globalisation. À propos de l'affaire Comilog214

QUINQUETON Patrick

- Travailleurs détachés : internationalisation et protection198

RENNES Pascal

- Autonomie individuelle, autonomie collective, des droits nouveaux ?621

RICHARD Emmanuelle

- Le salarié absent pour maladie est-il condamné à perdre une partie de ses congés ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015363

ROHRBACH Stéphane

- Le salarié qui refuse l'application d'une clause de mobilité figurant dans son contrat peut être licencié pour faute grave
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2016580

S. D.

- Pourboires et incidence sur la rémunération globale et la rémunération minimale conventionnelle garantie
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015289

SALOMON Renaud

- Les dispositifs juridiques français de lutte contre le travail illégal204

SARRAZIN Marie-Cécile

- Périmètres des critères d'ordre des licenciements, la carte jurisprudentielle en territoire administratif (affaire Mory Ducros)
Conseil d'État 7 décembre 2015216

SERVERIN Evelyne

- Décryptage : la réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre118

SPIRE Rachel

- La commission d'un acte préjudiciable à l'entreprise ne vaut pas intention de nuire, ni faute lourde
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2015154

SYNDICAT CGT-HPE

- Accord de sortie de grève359

SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

- Fraude fiscale : le Conseil constitutionnel verrouille - Communiqué de presse563
- Fausses confidences, vraies dérives - Communiqué de presse704

TAILLANDIER Catherine

- Négociation collective catégorielle, droit d'opposition et inégalité de traitement
Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 15 mars 2016585

TARAUD Isabelle

- La santé a trouvé son juge, mais cherche encore sa sentence
Cour d'appel de Versailles 1^{er} décembre 2015225

TAURAN Thierry

- Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation3-4
- de couverture (dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)

THOMANN Pierre

- Sanction pécuniaire illicite par retrait d'un avantage, mais insuffisance de motivation de l'ordonnance qui se borne à mentionner l'existence d'une contestation sérieuse
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 17 mars 2016645

VARIN Christelle

- Le recours aux droits procéduraux fondamentaux à l'occasion de l'exercice des pouvoirs patronaux407
- *Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 septembre 2014*

VERKINDT Pierre-Yves

- Les contentieux de Sécurité sociale au regard du droit à un procès équitable400

VIDECOQ Émilie

- D'une illustration de remise en cause par Pôle Emploi des droits d'un artiste intermittent du spectacle retoquée par le juge
Tribunal de grande instance de Toulouse 9 juin 2016635

WILLMANN Christophe

- L'expression des droits procéduraux fondamentaux en amont du contentieux de Sécurité sociale417

YILDIRIM Ozlem

- Présentation des observations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (ONU) concernant le 4^{ème} rapport de la France496

Table alphabétique des matières

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

RÉPARATION

CHSCT – Accident dans l'entreprise – Constitution de partie civile – Recevabilité (oui)

Cour d'appel de Paris (Chambre de l'instruction – P. 7) 26 novembre 2015 74
 Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 77

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation de sécurité de résultat – Exposition à l'amiante – Défaut de protections individuelles et collectives – Manquement établi – Indemnisation

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 1^{er} avril 2015 79

Doctrines : **Travailler et bien vieillir** par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse 355

Doctrines : **Accidents du travail et maladies professionnelles : la longue quête des victimes pour obtenir une meilleure réparation du dommage corporel** par **Francis Meyer**, Maître de conférences, Institut du travail de Strasbourg 603
 Annexe : nomenclature Dintilhac 620

FAUTE INEXCUSABLE – Travailleur précaire – Poste à risques – Formation renforcée à la sécurité

Tribunal des affaires de Sécurité sociale de l'Ille-et-Vilaine 7 juillet 2016 705
 Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical, Rennes 709

ASSURANCES SOCIALES

Doctrines : **Les contentieux de Sécurité sociale au regard du droit à un procès équitable** par **Pierre-Yves Verkindt**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne 400

Doctrines : **L'expression des droits procéduraux en amont du contentieux de Sécurité sociale** par **Christophe Willmann**, Professeur à l'Université de Rouen 417

Doctrines : **Le principe d'égalité dans la Sécurité sociale : incertitudes et ambiguïtés de sa construction contentieuse** par **Robert Lafore**, Professeur de droit public, Sciences Po Bordeaux – Comptrasec 433

Document : **Comité des droits économiques, sociaux et culturels – Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la France** 496
 Note **Ozlem Yildirim**, Conseiller confédéral, espace International, CGT 496

Document : **Rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale consacré à la protection sociale des non-salariés** - Contribution de la CGT 760

CHÔMAGE (Assurance)

1^{er} Régime particulier – Intermittents du spectacle – Caractère artistique de la prestation – Accompagnement musical dans le cadre d'une exposition picturale – Contestation – Droits calculés dans le cadre du régime général – 2^o Accusation de perception de sommes indues – Récupération par Pôle Emploi – Prélèvement directement sur les allocations malgré l'existence d'un différend – Annulation – Rétablissement dans les droits sous astreinte – Indemnisation

Tribunal de grande instance de Toulouse (Ch. civ.) 9 juin 2016 631
 Note **Émilie Videcoq**, Avocate au Barreau de Paris 635

CDD – Relation discontinuée – Requalification judiciaire – Paiement des salaires – Périodes interstitielles – Déductions des sommes perçues de Pôle Emploi (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016 (p. n° 15-11.396) 637
 Note **David Métin** et **Charlotte Chevallier**, Avocats au Barreau de Versailles 637

COMITÉ D'ENTREPRISE

Doctrines : **Bienvenue dans l'ère du dialogue social : de nouvelles règles pour une nouvelle logique** par **Josépha Durringer**, Maître de conférences à l'Université Rennes-I ... 56

ATTRIBUTIONS ÉCONOMIQUES

1^{er} Consultation annuelle sur les orientations stratégiques – Note d'information dépourvue d'éléments concrets – Base de données économiques et sociales ne contenant aucune donnée prévisionnelle pour les trois ans à venir – Élus ne pouvant émettre un avis utile – 2) Expert-comptable – Prérogatives – Accès aux documents élaborés au niveau du groupe – Documents nécessaires à l'analyse des orientations stratégiques de l'entreprise – Effets sur les délais de consultation
Cour d'appel de Lyon (Ch. soc.) 8 janvier 2016 471
 Note **Laurent Milet**, Rédacteur en chef de la RPDS, Professeur associé Université Paris-Sud 474

Doctrines : « **Voyage en Absurdie** » : **la Chambre sociale de la Cour de cassation et les délais de consultation du comité d'entreprise** par **Laurent Milet**, Docteur en droit, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social, Professeur associé Université Paris-Sud 751

Annexe 1 : **COMITÉ D'ENTREPRISE Attributions économiques – Délais de consultation – Désignation d'expert comptable – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge après l'expiration du délai – Demande du comité irrecevable.**
Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-19.003) 756

Annexe 2 : **COMITÉ D'ENTREPRISE Attributions économiques – Délais de consultation – Consultation préalable des CHSCT – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge avant l'expiration du délai – Jugement devant être rendu avant l'expiration du délai.**
Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-13.363) 758

Pratique : **Consultation sur la situation économique et financière : des droits du comité d'entreprise et des missions d'expertise sur les comptes de l'entreprise plus resserrés Agir en conséquence** par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise 767

MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Avis CGT sur le projet de décret relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel 142

Doctrines : **La loi, elle rackette ! À propos des articles 17 et 18 du projet de loi « Travail », visant le budget de fonctionnement du comité d'entreprise** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine ... 249

Nombre d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise **505**

Activités sociales et culturelles – Délégation de gestion à l'entreprise – Reprise en régie directe par le comité – Montant de la contribution – Évaluation – Intégration de la TVA (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2016 **774**
Note **Christophe Baumgarten**, Avocat au Barreau de Paris **775**

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

ATTRIBUTIONS

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – CHSCT – Danger grave et imminent – Alerte de représentants du personnel – Refus de l'administration d'organiser une enquête – Référé-suspension – Incertitude sur la réalité de la dégradation des conditions de travail – Doute sérieux sur la légalité du refus – Suspension du refus de procéder à l'enquête

TRIBUNAUX – Décision administrative – Contestation de la légalité – Référé-suspension – 1° Caractérisation de l'urgence – Motivation – 2° Injonction – Condition – Respect du caractère provisoire

Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} ssr) 23 octobre 2015 **26**
Note **Gérald Le Corre**, Inspecteur du travail **28**

Accident dans l'entreprise – Constitution de partie civile – Recevabilité (oui)

Cour d'appel de Paris (Chambre de l'instruction – P. 7) **74**
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris **77**

Fonctionnement et prérogatives (trois espèces) – Licenciement économique – Licenciements collectifs – Accord de PSE – Validation par la Direccte – Contestation – Annulation – 1° Réorganisation modifiant les conditions de travail des salariés – Contrôle de l'administration – Nécessité d'une consultation préalable du CHSCT – 2° Recevabilité de la contestation – CHSCT (non) – Syndicat (oui)

Première espèce : **Conseil d'État (4^{ème}/5^{ème} ssr) 21 octobre 2015** **147**
Note **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris **151**

Doctrine : « **Voyage en absurdité** » : la **Chambre sociale de la Cour de cassation et les délais de consultation du comité d'entreprise** par **Laurent Milet**, Docteur en droit, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social, Professeur associé Université Paris-Sud **751**

Annexe 2 : COMITÉ D'ENTREPRISE Attributions économiques – Délais de consultation – Consultation préalable des CHSCT – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge avant l'expiration du délai – Jugement devant être rendu avant l'expiration du délai.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-13.363) **758**

EXPERTS

Frais à la charge de l'employeur même lorsque l'expertise est annulée à la suite d'un recours judiciaire – QPC – Recours à un expert découlant du principe de participation (8^e alinéa Préambule 1946) et de la protection de la santé des travailleurs (11^e al.) – Contestation patronale en justice – Recours dépourvu d'effet suspensif et absence de délai pour statuer – Absence de garanties juridictionnelles (art. 16 DDHC) – Atteinte au droit de propriété

Conseil constitutionnel 27 novembre 2015 **149**
Note **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris **151**

Doctrine : **La loi, elle rackette ! À propos des articles 17 et 18 du projet de loi « Travail », visant le budget de fonctionnement du comité d'entreprise** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine... **249**

Annulation de la désignation – Honoraires – Débiteur – Employeur – Atteinte à des droits constitutionnels (art. 16 et droit de propriété) – Effets de la censure différés dans le temps

Décision n° 2015-500 QPC du 27 novembre 2015 **657**
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier - CERCOP **659**

FONCTIONNEMENT

Convocation aux séances – Formalisme – Voie électronique – Validité (oui) (troisième espèce)

Troisième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015** **150**
Note **Savine Bernard**, Avocate au Barreau de Paris **151**

Nombre d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise **505**

CONGÉS PARTICULIERS

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Congé de mobilité – Acceptation – Contestation judiciaire du motif économique de la rupture (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 novembre 2015 **215**
Note **215**

CONGÉS PAYÉS

Congés annuels non pris – Exercice effectif du droit à congé – Obligation de l'employeur – Charge de la preuve

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015 **270**
Note **Stéphane Ducrocq**, Avocat au Barreau de Lille **270**

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords d'entreprise – Organisation du temps de travail – Congés payés – Calcul – Périodes de travail effectif – Déduction proportionnelle à des absences pour maladie – Prohibition (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015 (n° 14-23.731) **363**
Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social **363**

Fractionnement – Jours supplémentaires – Bénéfice – Renonciation – Condition – Renonciation expresse et non équivoque – Décision unilatérale de l'employeur (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 janvier 2016 (n° 14-13.015) **564**
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise **564**

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

TRAVAIL ILLÉGAL – Marchandage – Question prioritaire de constitutionnalité – Fourniture de main-d'œuvre – Notion	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – ch. 8) 30 novembre 2015	232
Note Olivier Fardoux , Maître de conférences à l'Université de Lille-2	233
 Doctrines : Le principe de participation des travailleurs devant le Conseil constitutionnel par Isabel Odoul-Asorey , Maître de conférences, Paris-Ouest Nanterre-La Défense – IRERP	426
 Document : Fraude fiscale : Le Conseil constitutionnel verrouille – Communiqué du Syndicat de la magistrature .	563
 Doctrines : Accidents du travail et maladies professionnelles : la longue quête des victimes pour obtenir une meilleure réparation du dommage corporel par Francis Meyer , Maître de conférences, Institut du travail de Strasbourg	603
Annexe	620
 Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	657
CHSCT – Expertise – Annulation – Honoraires – Débiteur – Employeur – Atteinte à des droits constitutionnels (art. 16 et droit de propriété) – Effets de la censure différés dans le temps	
Décision n° 2015-500 QPC du 27 novembre 2015	657
Note	659
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Financement – fonds public – Clé de répartition différente entre syndicats de salariés (répartition uniforme) et groupements d'employeurs (répartition proportionnelle) – Situations différentes – Atteinte à un droit constitutionnel (non)	
Décision n° 2015-502 QPC du 27 novembre 2015	660
Note	661
TEMPS DE TRAVAIL – Repos dominical – Exception – Dimanches du maire – Titulaire de l'autorité habilitée – Exclusion du Maire de Paris – Constitutionnalité (non)	
Décision n° 2014-547 QPC du 24 juin 2016	662
Note	663
 Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie) par Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	811
LICENCIEMENT – Faute lourde – Effets – Absence de préavis – Privation du recours au DIF – Principe d'égal accès à la formation professionnelle – Atteinte (non).	
Décision n° 2016-558/559 QPC du 29 juillet 2016	811
Note	812
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Prêt de locaux par des collectivités territoriales – Interruption de la mise à disposition – Droit à une indemnisation – Atteinte à un principe constitutionnel (non) – Application rétroactive (non).	
Décision n° 2016-736 DC du 4 août 2016	813
Note	815
 CONSEIL DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)	
Doctrines : La réforme des juridictions prud'homales au regard du droit à un procès équitable par Vincent Orif , Maître de conférences, Université Caen-Normandie, Institut Demolombe, EA 967	387
 Document : La procédure prud'homale après le décret n° 2016-660 du 20 mai 2016 par Daniel Boulmier , Maître	

de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 454

COMPETENCE

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour motif économique – Autorisation administrative – Appréciation de l'existence d'une situation de co-emploi au sein du groupe – Silence de l'administration – Compétence judiciaire	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2015	100
Note Jean-Pierre Bougnoux , Avocat au Barreau d'Angers	100
 Chroniques jurisprudentielles : Droit social international et européen (deuxième partie). La compétence internationale à l'épreuve de la globalisation : à propos de l'affaire Comilog par Jérôme Porta , Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux	241
 Qualification – Gérance de société – Dissimulation d'une relation salariale – Absence d'autonomie – Subordination caractérisée	
Cour d'appel de Riom (4^{ème} ch. civ.) 26 janvier 2016 (extraits).....	715
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	717
 Entreprise de transport – Attribution de billets aux salariés à prix préférentiel – Non-respect des conditions d'utilisation – Exclusion du bénéfice – Sanction	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 2) 17 mars 2016	643
Note Pierre Thomann , Conseiller prud'homme et Défenseur syndical	645
 PROCÉDURE	
RÉMUNÉRATION – Part variable – Détermination – Preuve – Éléments détenus par l'employeur – Obligation de les produire en vue d'une discussion contradictoire	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2015	42
Note	43
 Litige sériel (onze affaires) – Jugements rendus le jour même de l'audience prud'homale – Motivation identique et inexistante – Débouté de la demande de reconnaissance de discrimination syndicale – Appel – Défaut de motivation constituant une violation de l'article 455 CPC – Nullité des jugements – Pouvoir d'évocation de la Cour d'appel – Panel de comparaison – Décrochage de salaire à compter de l'engagement syndical – Comparaisons de l'employeur inopérantes – Entretiens d'évaluation ne permettant pas d'établir les insuffisances reprochées au salarié – Discrimination syndicale (oui) – Recevabilité de l'action syndicale (oui)	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 1^{er} avril 2015	79
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine	84
 40 ^{ÈME} COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF LOI MACRON, RAPPORT COMBREXELLE. QUELS ENJEUX, QUEL AVENIR POUR LA JUSTICE PRUD'HOMALE ?	
Décryptage : La réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre par Evelyne Serverin , Directeur de recherche émérite au CNRS, Chercheur associé au Centre d'études de l'emploi	118
Médiation, procédure participative et arbitrage : la grande braderie de la justice sociale par Maude Beckers , Avocate au Barreau de Seine-Saint-Denis	128
Le Centre national d'arbitrage du travail (CNAT), une innovation juridique au service du justiciable par Hubert Flichy , Avocat à la Cour	134

Le juge prud'homal face au droit négocié par Amine Ghemim , Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis	139
Congés annuels non pris – Exercice effectif du droit à congé – Obligation de l'employeur – Charge de la preuve	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015	270
Note Stéphane Ducrocq , Avocat au Barreau de Lille	270
HARCÈLEMENT MORAL – Délégués du personnel – Atteinte au droit des personnes – Saisine du bureau de jugement du Conseil de prud'hommes – Expertise – Caractérisation des atteintes – Mesures ordonnées sous astreinte	
Conseil de prud'hommes de Colmar (Act. div.) 10 novembre 2015	278
Note Sylvie Mess , Conseillère prud'homme, Avignon	284
Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	
FAUTE GRAVE – Bureau de conciliation – Remise sous astreinte des pièces justificatives de la fraude – Compétence du bureau de conciliation (oui)	
Conseil de prud'hommes de Lyon (Act. div., Conciliation – départage) 24 novembre 2015	296
Note	297
PREUVE – Traitement automatisé – Informations recueillies par l'employeur – Finalité – Déclaration à la CNIL	
Conseil de prud'hommes de Grenoble (Ind.) 4 septembre 2015	298
Note	300
DISCRIMINATION HOMME/FEMME – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Art. 145 CPC – Preuves avant tout procès – Mesures d'instruction	
Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 21 octobre 2015	301
Note	302
DISCRIMINATION SYNDICALE – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Art. 145 CPC – Preuves avant tout procès – Mesures d'instruction	
Cour d'appel de Versailles (référé) 24 novembre 2015 ...	303
Note	304
DISCRIMINATION SYNDICALE – Bureau de conciliation – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Mise en état de l'affaire – Ordre de communication des pièces – Mesures d'instruction	
Conseil de prud'hommes de Nantes (Conciliation – Départage) 6 janvier 2016	305
Note	306
DEMANDE EN JUSTICE – Requalification en CDI – Indemnité de requalification – Montant réclamé par le salarié – Contre-proposition moindre de l'employeur – Montant accordé inférieur à la proposition de l'employeur – Violation de l'art. 4 CPC	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 octobre 2015	307
Note	307
DEMANDE EN JUSTICE – Demande principale – Demande subsidiaire – Juge statuant uniquement sur la demande subsidiaire – Violation des art. 4 et 5 CPC	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2015	308
Note	309
Doctrine : La fraude ne corrompt pas tout (et notamment pas le délai de prescription) par Alain Chirez , Professeur émérite de l'Université de la Polynésie française, Avocat honoraire au Barreau de Grasse	679
RUPTURE CONVENTIONNELLE – Contestation – Prescription annale (L.1237-14) – Point de départ – Détermination – Fraude – Condition	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n°15-16.994)	685

Renvoi pour cause de suspicion légitime – Opposition du président du Conseil de prud'hommes – 359

CPC – Transmission au président de la juridiction immédiatement supérieure – Décision de la juridiction (non) – Ordonnance du premier président (oui) – Excès de pouvoir (oui)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2016 (p. n°14-29.493 s.)	712
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2016 (p. n°14-29.488)	713
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine	713
Doctrine : Résolution amiable des litiges, préalable à la saisine prud'homale ? Des formulaires Cerfa aussi étranges que contestables par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	731
Annexe : INTRODUCTION DE L'INSTANCE Assignation, art. 56 CPC – Introduction de la requête, art. 58 CPC – Diligences entreprises pour une résolution amiable du litige – Défaut – Nullité de l'assignation ou de l'introduction de la requête : non.	
Cour d'appel de Paris 14 juin 2016 (extrait) (n°15/103508) .	736
Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	
FAUTE GRAVE – 1° Conduite sous l'emprise de cannabis – Salarié poussé à la faute – Géolocalisation non déclarée – Stratagème impliquant la gendarmerie – Intention malicieuse de l'employeur – Rupture sans cause réelle et sérieuse (premier espèce) – 2° Détournement de produits – Mise en vente sur leboncoin.fr – Acquisition par un tiers mandaté – Constat d'huissier – Stratagème – Preuve illicite (deuxième espèce).	
Première espèce : Cour d'appel de Orléans (Ch. Soc.) 12 janvier 2016 (n°15/00392)	796
Deuxième espèce : Cour d'appel de Dijon (Ch. soc.) 18 février 2016 (n°14/01016)	798
Note	800
PREUVE AVANT TOUT PROCÈS – Art. 145 CPC – Ordonnance sur requête – Mesure d'instruction – Surveillance d'un salarié – Enquête confiée à un détective privé – Rétraction de l'ordonnance (non) – Violation art. 8 CEDH et 9 C. civ. (oui).	
Cour de cassation (2^{ème} Ch. civ.) 17 mars 2016 (p. n°15-11.412 P+B)	801
Note	802
BUREAU DE CONCILIATION ET D'ORIENTATION (BCO) – Défendeur absent non représenté – Motif légitime d'absence : non – Envoi des pièces et conclusions par le demandeur : oui – Application de l'article R. 1454-1-3 C. trav. – BCO transformé en BJ restreint.	
Conseil de prud'hommes de la Roche-sur-Yon (Act. Div., Jgt BCO/BJR) 3 octobre 2016 n°16/00235	803
Note	804
BUREAU DE CONCILIATION ET D'ORIENTATION (BCO) – Défendeur absent non représenté – Affaire antérieure à la publication du décret n°2016-660 – Jugement sur le fond réclamé par le demandeur – Application de l'article L. 1454-1-3 C. trav. – BCO départage transformé en BJ restreint	
Conseil de prud'hommes de Paris (Comm., Jugement BCO/BJR Départ.) 14 avril 2016 n°15/14632	805
Note	806
COMPÉTENCE – Mandat de représentation devant le Conseil de prud'hommes – Incompétence prud'homale – Contredit – Titulaire d'un mandat spécial de représenter devant la cour (non) – Titulaire d'un mandat spécial pour exercer les voies de recours (non) – Irrecevabilité.	
Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n°14-28.031 P)	807
Note	808
SALAIRE – Preuve du paiement – Réclamation d'une prime de résultat – Production de l'attestation Pôle emploi – Production de la feuille de paie – Preuve du paiement non justifiée.	

Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-12.107)	809
Note	809

RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Action judiciaire en requalification – Maintien provisoire du contrat ordonné en référé – Requalification conventionnelle – Licenciement – Rétorsion à l'action en justice du salarié – Nullité

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016 (p. n° 14-23.589)	640
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	641

Motivation d'un ordonnance – Simple mention de l'existence d'une « contestation sérieuse » – Insuffisance – Annulation de l'ordonnance

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 2) 17 mars 2016	643
Note Pierre Thomann , Conseiller prud'homme et Défenseur syndical	645

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Maintien d'une entité économique autonome – Succession de prestataires de services – Transfert d'éléments d'actifs – Caractérisation – Refus de reprendre le salarié – Référé – Réintégration

Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Référé - Départage) 2 mai 2016	653
Note	656

Conseil de prud'hommes – Exécution provisoire de droit – Référé – Art. 524 CPC – Violation de l'art. 12 CPC – Conséquences manifestement excessives – Arrêt de l'exécution – Sophismes (deuxième affaire)

CONTRAT DE TRAVAIL – Prêt de personnel par un sous-traitant – Intégration aux équipes du donneur d'ordre – Lien de subordination établi – Requalification de la relation de travail – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé (première affaire)

1) Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (référé) 18 mai 2016	565
2) Cour d'appel de Riom (Référé premier président) 23 juin 2016	566
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences de droit privé, Université de Lorraine	569

TRANSFERT D'ENTREPRISE Conditions – Caractérisation (non) – Réintégration du salarié à son poste – Réintégration à l'effectif et non à son poste – Dispenses d'activité – Licenciement – Action en référé – Nullité du licenciement – Réintégration du salarié.

Conseil de Prud'hommes de Metz (Référé) 28 juillet 2016	787
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail	792

CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers)

Doctrine : **L'essentiel du rapport Badinter** par **Mireille Poirier**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux .

Doctrine : **Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie

Doctrine : **L'institution du travail. Droit et salariat dans l'histoire** – Introduction par **Claude Didry**, Sociologue, Directeur de recherche au CNRS

Doctrine : **Autonomie individuelle, autonomie collective, des droits nouveaux ?** par **Pascal Rennes**, Juriste syndical

DÉFINITION DU RAPPORT SALARIAL

Doctrine : **Le co-emploi est mort, vive le co-emploi ! À propos de Cass. Soc. 10 décembre 2015, SAS Fayat (Établissements J. Richard Ducros)** par **Elsa Peskine**, Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Dissimulation d'emploi salarié – Faux auto-entrepreneur – Lien de subordination juridique permanente – Requalification en salarié

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 décembre 2015	237
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	239

Chroniques jurisprudentielles : **La compétence internationale à l'épreuve de la globalisation : à propos de l'affaire Comilog** par **Jérôme Porta**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux

CONTRAT DE TRAVAIL – Prêt de personnel par un sous-traitant – Intégration aux équipes du donneur d'ordre – Lien de subordination établi – Requalification de la relation de travail – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé (première affaire)

1) Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (référé) 18 mai 2016	565
2) Cour d'appel de Riom (Référé premier président) 23 juin 2016	566
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences de droit privé, Université de Lorraine	569

Qualification – Gérance de société – Dissimulation d'une relation salariale – Absence d'autonomie – Subordination caractérisée

Cour d'appel de Riom (4^{ème} ch. civ.) 26 janvier 2016 (extraits)	715
Note Nathalie Bizot , Avocate au Barreau de Castres	717

Doctrine : **Mobilité intragroupe du salarié et marchandage : la logique d'un transfert de la subordination juridique non assumé** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail

Annexe : TRAVAIL ILLÉGAL Prêt de main d'œuvre illicite et marchandage – Mobilité intragroupe – Mise à disposition d'un salarié auprès d'une filiale – Transfert d'autorité – Facturation excédant le coût salarial – Privation des droits à la participation et l'intéressement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2016 (p. n° 14-26.032)	742
---	-----

Document : **Rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale consacré à la protection sociale des non-salariés** - Contribution de la CGT

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Liquidation judiciaire partielle – Fonds d'investissement actionnaire principal du groupe – Privation d'autonomie de la société employeur – Confusion des dirigeants et des activités – Éléments insuffisants à démontrer l'immixtion de l'actionnaire principal dans la gestion économique et sociale de la société et à le faire reconnaître comme co-employeur – Responsabilité civile délictuelle de l'actionnaire principal – Décisions aggravant la situation économique difficile de sa filiale – Déconfiture et disparition d'emplois – Recevabilité des salariés licenciés à exercer une action en responsabilité extracontractuelle.

Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} ch. soc) 28 juin 2016	778
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite à l'Université d'Evry	782

EXÉCUTION DU CONTRAT

Doctrines : **Le devenir de l'obligation de sécurité de résultat en matière de travail** par **Franck Héas**, Maître de conférences, Université de Nantes 10

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – 1^o Protection de la santé du salarié – Atteinte – Responsabilité de l'employeur – Condition – Mesures prévues par les art. L. 4121-1 et L. 4121-2 – Obligation de sécurité de résultat – Respect (oui) – 2^o Défaut de présentation à une visite médicale du travail – Disposition du règlement intérieur limitant la possibilité de sanction au caractère répété de la faute – Manquement unique – Licenciement sans cause réelle et sérieuse
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015 18

Doctrines : **Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie 256

CONTRAT DE TRAVAIL – Aptitude avec restrictions – Non-respect – Principe de responsabilité de l'employeur – Obligations des travailleurs dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail – Incidence – Minoration de l'indemnisation (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-24.350) 362
 Note 362

Infirmière de santé au travail – Missions – Contenu – Responsabilité – 1^o Tâches relevant des attributions du médecin du travail – Insuffisance professionnelle (non) – 2^o Fautes – Erreur ne pouvant constituer une cause de licenciement
Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} Ch. soc.) 30 mars 2016 526
 Note **Nathalie Ferré**, Professeur à l'Université de Paris-13 530

Manquement de l'employeur – Préjudice causé au salarié – Évaluation – Appréciation souveraine des juges du fond
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2016 (p. n° 14-28.293) 580
 Note **Jérémy Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 580

Doctrines : **Salariés de confiance : le retour ? (à propos des arrêts du 22 juin 2016 concernant les cadres dirigeants)** par **Philippe Masson**, collectif Droits et liberté de l'UGICT-CGT 744

Annexe : TEMPS DE TRAVAIL Cadre dirigeant – Définition – Participation à la direction de l'entreprise – Critère autonome (non) – Caractérisation – Critères légaux (indépendance, autonomie, rémunération).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n° 14-29.246) 750

Document : **Libertés et interdits dans le cadre laïque** - Observatoire de la laïcité 763

Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Transfert d'entreprise – Demande dirigée contre le cessionnaire – Conditions – Solidarité aux dettes (L 1224-2)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2016 (p. n° 15-10.542) (extrait) 775
 Note **Arnaud Mazières** 776

CLAUSES SPÉCIALES

Clause de non-concurrence – Caractère illicite – Préjudice causé au salarié – Appréciation – Pouvoir souverain des juges du fond
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 mai 2016 (p. n° 14-20.578) 573

Note **Florence Canut** et **Louis-Frédéric Pignarre**, Professeurs à l'Université de Montpellier 573

Lieu de travail – Refus du salarié – Clause de mobilité – Licenciement – Faute grave
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 janvier 2016 (p. n° 14-23.290) 583
 Note **Stéphane Rohrbach**, DLAJ, FERC-CGT 584

Clause de mobilité – Mobilité intragroupe – Acceptation anticipée – Validité (non).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 14-26.556) 794
 Note **Arnaud Mazières** 794

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Effets – Sport professionnel – Charte du football – Relégation en Ligue 2 – Modification du contrat de travail (non) – Accord exprès du salarié à la réduction de rémunération – Nécessité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-26.147) 367
 Note 367

Doctrines : **Gérer et anticiper la modification du contrat de travail** par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse 483

Doctrines : **Les mystères attachés à la notion de modification du contrat de travail entraînée par le transfert d'entreprise** par **Dirk Baugard**, Professeur à l'Université Paris-8 Vincennes – Saint-Denis 667

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert partiel – Changement de lieu de travail – Modification du contrat (oui) – Opposition du salarié – Effets – Licenciement – Cause réelle et sérieuse (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2016 (p. n° 14-21.143) 677

TRANSFERT D'ENTREPRISE Transfert conventionnel – Prestataires successifs d'un marché – Accord explicite du salarié – Nécessité (oui).
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 14-26.556) 794
 Note **Arnaud Mazières** 794

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

Doctrines : **L'institution du travail. Droit et salariat dans l'histoire** – Introduction par **Claude Didry**, Sociologue, Directeur de recherche au CNRS 558

CAS DE RECOURS

Directive 1999/70/CE – Accord cadre CES, UNICE et CEEP – Intermittents du spectacle – CDD successifs – Mesures visant à prévenir le recours abusif – Notion de 'raisons objectives' justifiant de tels contrats – Conditions de recours – Surcroît temporaire d'activité – Production supplémentaire hivernale – Contrat saisonnier (non)
 Deuxième espèce : **CJUE 26 février 2015** 172
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec MR CNRS 5514 172

REQUALIFICATION

DEMANDE EN JUSTICE – Requalification en CDI – Indemnité de requalification – Montant réclamé par le salarié – Contre-proposition moindre de l'employeur – Montant accordé inférieur à la proposition de l'employeur – Violation de l'art. 4 CPC

Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 octobre 2015 307
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 307

Action en justice – Recevabilité de l’action syndicale – Atteinte à l’intérêt collectif de la profession – Caractérisation (deux espèces) – Violation des dispositions conventionnelles (première espèce) – Violation des dispositions légales (deuxième espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016** 517
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars 2016** 517
 Note **Claire Gallon**, Avocate au Barreau de Paris 518

Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit à un procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2016 520
 Note **Myriam Castel**, ATER, Chercheur à l’IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole 523

Relation discontinuée – Requalification judiciaire – Paiement des salaires – Périodes interstitielles – Déductions des sommes perçues de Pôle Emploi (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016 (p. n° 15-11.396) 637
 Note **David Métin** et **Charlotte Chevallier**, Avocats au Barreau de Versailles 637

Action judiciaire en requalification – Maintien provisoire du contrat ordonné en référé – Requalification conventionnelle – Licenciement – Rétorsion à l’action en justice du salarié – Nullité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016 (p. n° 14-23.589) 640
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d’entreprise 641

DIVERS

Faute inexcusable – Travailleur précaire – Poste à risques – Formation renforcée à la sécurité
Tribunal des affaires de Sécurité sociale de l’Ille-et-Vilaine 7 juillet 2016 705
 Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical, Rennes 709

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Doctrine : **Bienvenue dans l’ère du dialogue social : de nouvelles règles pour une nouvelle logique** par **Josépha Diringier**, Maître de conférences à l’Université Rennes-I ... 56

Doctrine : **Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie 256

Document : **Comité des droits économiques, sociaux et culturels – Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la France** 496
 Note **Ozlem Yildirim**, Conseiller confédéral, espace International, CGT 496

Doctrine : **Produire le consentement : du militantisme au partenariat social – Banalités de base II** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie 547

Doctrine : **La loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ou l’histoire d’une réforme au long cours** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l’Université de Cergy-Pontoise 689

Document : Contribution de la CGT sur les enjeux de démocratie sociale et, notamment, sur la place de l’accord collectif dans le droit du travail 697

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Doctrine : **Le juge prud’homal face au droit négocié** par **Amine Ghenim**, Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis 139

Délégation de pouvoir – Champ d’application – Étendue – 1° Signalisation des chantiers – Extension implicite aux mesures de sécurité (non) – 2° Dispositions de la convention collective applicable aux cadres – Absence d’effet
Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 septembre 2014 30
 Note 31

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Employée de maison – Absences répétées pour maladie – Examen du bien-fondé du motif – Appréciation dépendant exclusivement des dispositions de la convention collective – Office du juge – Application du Code du travail (non) – Examen d’une discrimination (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2015 39
 Note **Sandrine Maillard-Pinon**, Maître de conférences à l’Université Paris-Sud 11 40

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Contrôle du PSE – Homologation d’un document unilatéral – Critère d’ordre des licenciements – Mise en œuvre au niveau de l’entreprise – Dérogation réservée à un accord collectif
Conseil d’État (4^{ème}/5^{ème} srr) 7 décembre 2015 216
 Note **Marie-Cécile Sarrazin**, Avocate au Barreau de Paris, spécialiste en droit public 217

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT – Indemnité de licenciement – Calcul – Convention collective – Différence entre catégories de cadres – Justification (non) – Inopposabilité des dispositions conventionnelles restrictives
Cour d’appel de Paris (P. 6 – ch. 5) 15 octobre 2015 273
 Note **A. M.** 275

RÉMUNÉRATION – Pourboires – Incidence sur la rémunération globale – Rémunération minimale garantie – Condition – Dispositions contractuelles et conventionnelles
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015 289
 Note **S. D.** 290

LICENCIEMENT – Procédure conventionnelle – Information pour la saisine de la commission paritaire (non) – Absence de délégués du personnel – Procès-verbal de carence (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2015 308

Accords d’entreprise – Organisation du temps de travail – Congés payés – Calcul – Périodes de travail effectif – Déduction proportionnelle à des absences pour maladie – Prohibition (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015 (n° 14-23.731) 363
 Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 363

Effets – Sport professionnel – Charte du football – Relégation en Ligue 2 – Modification du contrat de travail (non) – Accord exprès du salarié à la réduction de rémunération – Nécessité
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-26.147) 367
 Note 367

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification – Action en justice – Recevabilité de l'action syndicale – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Caractérisation (deux espèces) – Violation des dispositions conventionnelles (première espèce) – Violation des dispositions légales (deuxième espèce)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 517
Note **Claire Gallon**, Avocate au Barreau de Paris 518

CONTRAT DE TRAVAIL – Période d'essai – Durée – Renouvellement – Détermination – Convention collective antérieure à la loi nouvelle – Stipulations plus favorables au salarié – Application immédiate de la loi nouvelle

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2016 531
Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 531

Principe d'égalité de traitement – Différences de traitement entre fonctions distinctes au sein d'une même catégorie – Présomption de justification – Preuve contraire – Condition – Différence de traitement étrangère à toute considération de nature professionnelle – Indemnité de logement – Spécificités de la fonction de chef d'agence et de cadre de direction

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2016 (p. n° 15-11.324) 720
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 723

DROIT D'OPPOSITION

Accords catégoriels – Exercice du droit d'opposition à l'égard de l'un d'entre eux – Inégalité de traitement entre salariés couverts par un accord et les autres – Action syndicale visant à étendre le bénéfice de certaines dispositions

Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 15 mars 2016 585
Note **Catherine Taillandier**, Magistrat honoraire 588

DÉLÉGATION UNIQUE DU PERSONNEL (voir aussi Élections)

Document : **Avis CGT sur les projets des décrets relatifs à la composition et au fonctionnement de la délégation unique du personnel et à l'instance mentionnée à l'article L. 2391-1 du Code du travail** 143

Nombre d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise 505

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

Document : **Avis CGT sur le projet de décret relatif à certaines modalités de déroulement des réunions des institutions représentatives du personnel** 142

HARCÈLEMENT MORAL – Délégués du personnel – Atteinte au droit des personnes – Saisine du bureau de jugement du Conseil de prud'hommes – Expertise – Caractérisation des atteintes – Mesures ordonnées sous astreinte

Conseil de prud'hommes de Colmar (Act. div.) 10 novembre 2015 278
Note **Sylvie Mess**, Conseillère prud'homme, Avignon 284

Nombre d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement par **Yves Cormillot**, Expert auprès des comités d'entreprise 505

DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Employée de maison – Absences répétées pour maladie – Examen du bien-fondé du motif – Appréciation dépendant exclusivement des dispositions de la convention collective – Office du juge – Application du Code du travail (non) – Examen d'une discrimination (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2015 39
Note **Sandrine Maillard-Pinon**, Maître de conférences à l'Université Paris-Sud 11 40

Conseil de prud'hommes – Litige sériel (onze affaires) – Jugements rendus le jour même de l'audience prud'homale – Motivation identique et inexistante – Débouté de la demande de reconnaissance de discrimination syndicale – Appel – Défaut de motivation constituant une violation de l'article 455 CPC – Nullité des jugements – Pouvoir d'évocation de la Cour d'appel – Panel de comparaison – Décrochage de salaire à compter de l'engagement syndical – Comparaisons de l'employeur inopérantes – Entretiens d'évaluation ne permettant pas d'établir les insuffisances reprochées au salarié – Discrimination syndicale (oui) – Recevabilité de l'action syndicale (oui)

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 1^{er} avril 2015 79
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine 84

GRÈVE – Discrimination – Mesure de rétorsion – Ralentissement du déroulement de carrière – 1^o Établissement des allégations du salarié (oui) – Justification de l'employeur – Attestations imprécises – Défaut de transmission des évaluations annuelles – 2^o Indemnisation – Compensation des salaires, droits à la retraite et préjudice moral – 3^o Recevabilité de l'action syndicale en justice (oui) – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Indemnisation

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 11) 16 octobre 2015 157
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 159

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ET NON-DISCRIMINATION – Mesures prises en raison de l'âge – Directive 2000/8 (art. 2, § 1 et 2, sous a) – Différence de traitement fondée sur l'âge – Comparabilité des situations – Versement d'une indemnité de fin de contrat de travail à durée déterminée destinée à compenser la précarité – Exclusion des jeunes travaillant durant leurs vacances scolaires ou universitaires

Première espèce : **CJUE 1^{er} octobre 2015** 172
Note **Valérie Lacoste-Mary**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comprasec MR CNRS 5514 172

DISCRIMINATION HOMME/FEMME – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Art. 145 CPC – Preuves avant tout procès – Mesures d'instruction

Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 21 octobre 2015 301
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 302

DISCRIMINATION SYNDICALE – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Art. 145 CPC – Preuves avant tout procès – Mesures d'instruction

Cour d'appel de Versailles (référé) 24 novembre 2015 ... 303
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Université de Lorraine 304

DISCRIMINATION SYNDICALE – Bureau de conciliation – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Mise en état de l'affaire – Ordre de communication des pièces – Mesures d'instruction

Conseil de prud'hommes de Nantes (Conciliation – Département) 6 janvier 2016	305
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	306
MALADIE – Licenciement – Conditions – Remplacement définitif du salarié absent – Défaut – Conséquence – Discrimination – Preuve – Absence de cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2016 (p. n° 14-10.084)	373
Note Florelle Moreau , Maître de conférences en droit privé, Université d'Orléans	373
Document : Comité des droits économiques, sociaux et culturels – Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la France	
Note Ozlem Yildirim , Conseiller confédéral, espace International, CGT	496
Doctrines : Un nouveau critère de discrimination prohibé, fondé sur l'état de vulnérabilité économique d'une personne : un instrument adapté pour lutter contre l'exclusion ? par Jérémy Jardonnet , Avocat au Barreau de Paris	
	686

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – CHSCT – Danger grave et imminent – Alerte de représentants du personnel – Refus de l'administration d'organiser une enquête – Référé-suspension – Incertitude sur la réalité de la dégradation des conditions de travail – Doute sérieux sur la légalité du refus – Suspension du refus de procéder à l'enquête	
TRIBUNAUX – Décision administrative – Contestation de la légalité – Référé-suspension – 1° Caractérisation de l'urgence – Motivation – 2° Injonction – Condition – Respect du caractère provisoire	
Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} SSR) 23 octobre 2015	26
Note Gérald Le Corre , Inspecteur du travail	28
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Document unilatéral – Détermination des catégories professionnelles – Illégalité – Annulation de l'homologation – 1° Contrôle de l'administration du travail – Portée – Contrôle de plein droit – 2° Définition – Fonctions de même nature et correspondant à une formation commune – Permutabilité des salariés – Nécessité (non) – Évolution possible par une formation d'adaptation	
Cour administrative d'appel de Versailles 8 octobre 2015	36
Note	38
Doctrines : La ligne blanche de l'inspecteur du travail par Caroline Declair , Inspectrice du travail	
	49
DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Tests salivaires – Atteinte aux droits des personnes – Licéité – Conditions – Soumission au secret médical – Insuffisance de fiabilité	
Cour administrative d'appel de Marseille (7^{ème} ch.) 21 août 2015	53

CHSCT – Fonctionnement et prérogatives (trois espèces) – Licenciement économique – Licenciements collectifs – Accord de PSE – Validation par la Direccte – Contestation – Annulation – 1° Réorganisation modifiant les conditions de travail des salariés – CHSCT – Contrôle de l'administration – Nécessité d'une consultation préalable du CHSCT

Première espèce : Conseil d'État (4^{ème}/5^{ème} SSR) 21 octobre 2015	147
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris	151

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Contrôle du PSE – Homologation d'un document unilatéral – Critère d'ordre des licenciements – Mise en œuvre au niveau de l'entreprise – Dérogation réservée à un accord collectif	
Conseil d'État (4^{ème}/5^{ème} SSR) 7 décembre 2015	216
Note Marie-Cécile Sarrazin , Avocate au Barreau de Paris, spécialiste en droit public	217
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Annulation – 1° Enquête contradictoire – Déroulement – Communication des pièces et témoignages au salarié – Responsabilité de l'administration – Respect du principe du contradictoire – Défaut – 2° Cause du licenciement – Cumul d'emplois dépassant la durée maximale de travail – Contrôle de l'employeur – Défaut de mise en demeure de choisir l'un ou l'autre emploi	
Cour administrative d'appel de Marseille 21 décembre 2015	287
Note A. M.	288

TRIBUNAUX – Répartition des compétences entre ordre judiciaire et administratif – Entreprise privée chargée d'une mission de service public – Légalité d'une décision – Organisation du service public ou organisation interne de la société – Distinction	
Tribunal des conflits 11 janvier 2016 (req. n° 4038)	381
Note Samuel Deliancourt , Premier conseiller, Cour administrative d'appel de Marseille	381

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Déroulement – Conditions – Assistance du salarié par un avocat – Refus de l'administration – Illégalité	
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 5 novembre 2015	478
Note Michel Desrués , Défenseur syndical, Rennes	478

CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Imputation – Immixtion d'une personne publique dans la gestion de l'employeur privé – Appréciation – Personne publique en charge d'un service public à caractère administratif – Tribunal compétent – Ordre administratif	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2016 (p. n° 14-26.019)	578
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	579

Document : Marchés publics et respect du Code du travail (réponse ministérielle)	630
---	------------

DROIT DISCIPLINAIRE

CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – 1° Protection de la santé du salarié – Atteinte – Responsabilité de l'employeur – Condition – Mesures prévues par les art. L. 4121-1 et L. 4121-2 – Obligation de sécurité de résultat – Respect (oui) – 2° Défaut de présentation à une visite médicale du travail – Disposition du règlement intérieur limitant la possibilité de sanction au caractère répété de la faute – Manquement unique – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015	18

Faute lourde – Définition – Intention de nuire – Volonté du salarié de porter préjudice – Commission d'un acte préjudiciable à l'entreprise – Caractère suffisant (non) (deux espèces) – Détournement de fonds (première espèce) – Augmentations de salaires indues (deuxième espèce)

Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2015	154
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 octobre 2015	155
Note Rachel Spire , Avocate au Barreau de Paris	155
Doctrines : Le recours aux droits procéduraux fondamentaux à l'occasion de l'exercice des pouvoirs patronaux par Christelle Varin , Maître de conférences à l'Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ	407

CONTRAT DE TRAVAIL – Infirmière de santé au travail – Missions – Contenu – Responsabilité – 1° Tâches relevant des attributions du médecin du travail – Insuffisance professionnelle (non) – 2° Fautes – Erreur ne pouvant constituer une cause de licenciement	
Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} Ch. soc.) 30 mars 2016	526
Note Nathalie Ferré , Professeur à l'Université de Paris-13	530

FAUTE GRAVE – 1° Conduite sous l'emprise de cannabis – Salarié poussé à la faute – Géolocalisation non déclarée – Stratagème impliquant la gendarmerie – Intention malicieuse de l'employeur – Rupture sans cause réelle et sérieuse (premier espèce) – 2° Détournement de produits – Mise en vente sur leboncoin.fr – Acquisition par un tiers mandaté – Constat d'huissier – Stratagème – Preuve illicite (deuxième espèce).	
Premier espèce : Cour d'appel de Orléans (Ch. Soc.) 12 janvier 2016 (n° 15/00392)	796
Deuxième espèce : Cour d'appel de Dijon (Ch. soc.) 18 février 2016 (n° 14/01016)	798
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail	800

PREUVE AVANT TOUT PROCÈS – Art. 145 CPC – Ordonnance sur requête – Mesure d'instruction – Surveillance d'un salarié – Enquête confiée à un détective privé – Rétraction de l'ordonnance (non) – Violation art. 8 CEDH et 9 C. civ. (oui).	
Cour de cassation (2^{ème} Ch. civ.) 17 mars 2016 (p. n° 15-11.412 P+B)	801
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail	802

LICENCIEMENT – Faute lourde – Effets – Absence de préavis – Privation du recours au DIF – Principe d'égal accès à la formation professionnelle – Atteinte (non).	
Décision n° 2016-558/559 QPC du 29 juillet 2016	811
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP	812

PROCÉDURE

Entretien préalable – Assistance de l'employeur – Nombre excessif – Détournement de l'objet de l'entretien	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 janvier 2016	271
Note Pierre Dulmet , Avocat au Barreau de Strasbourg	271

SANCTION

DROIT DISCIPLINAIRE – Sanction – Notion – Retrait d'un avantage suite à des faits considérés comme fautifs – Sanction pécuniaire illicite – Provision sur indemnisation	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 2) 17 mars 2016	643
Note Pierre Thomann , Conseiller prud'homme et Défenseur syndical	645

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Doctrines : La ligne blanche de l'inspecteur du travail par Caroline Declair , Inspectrice du travail	49
DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Tests salivaires – Atteinte aux droits des personnes – Licéité – Conditions – Soumission au secret médical – Insuffisance de fiabilité	

Cour administrative d'appel de Marseille (7^{ème} ch.) 21 août 2015	53
Défaut de formalités de publicité – Modalités de contrôle, sous conditions, de l'alcoolémie – Salarié sous l'emprise d'un état alcoolique – Licenciement pour faute grave – Inopposabilité des dispositions – Absence de cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	86
Note	87

DROIT D'EXPRESSION DES SALARIÉS

Doctrines : Autonomie individuelle, autonomie collective, des droits nouveaux ? par Pascal Rennes , Juriste syndical	621
--	-----

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

CHSCT – Accident dans l'entreprise – Constitution de partie civile – Recevabilité (oui)	
Cour d'appel de Paris (Chambre de l'instruction – P. 7) 26 novembre 2015	74
Note Jérôme Borzakian , Avocat au Barreau de Paris	77
Doctrines : Les dispositifs juridiques français de lutte contre le travail illégal par Renaud Salomon , Professeur associé à l'Université de Paris-XII	204
Doctrines : Évolution de la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation sur le travail illégal par Grégoire Finidori , Conseiller à la Chambre criminelle de la Cour de cassation	211

TRAVAIL ILLÉGAL – Travail dissimulé – Dissimulation d'emploi salarié – Faux auto-entrepreneur – Lien de subordination juridique permanente – Requalification en salarié	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 décembre 2015	237
Note Hervé Guichaoua , Directeur du travail	239

SYNDICAT PROFESSIONNEL – Organisation d'une manifestation sur la voie publique – Notion de manifestation – Obligation d'une déclaration préalable – Absence – Répression	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 février 2016 (p. n° 14-82.234)	479
Note Hervé Allain , Magistrat	474

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Militant syndical – Préparation d'une manifestation liée à la venue du chef de l'État – Rétenition dans les locaux de la gendarmerie – Interpellation déguisée – Atteinte arbitraire à la liberté individuelle par dépositaire de l'autorité publique	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 24 mai 2016 (p. n° 15-80.848)	590
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	592

DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

Doctrines : L'essentiel du rapport Badinter par Mireille Poirier , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux .	112
Doctrines : La commission Badinter vaporise le droit du travail par Emmanuel Dockès , Professeur à l'Université Paris-Ouest Nanterre-La Défense	114
Doctrines : Rapport Badinter : trop modeste pour être honnête par Patrick Henriot , Secrétaire national du Syndicat de la magistrature	116
Doctrines : Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	256

Doctrine : Réforme du droit du travail – Des critiques aux « remèdes » : l’art de l’embrouille par Patrick Henriot , Secrétaire national du Syndicat de la magistrature	265	CJUE 10 septembre 2015	169
Doctrine : Où va le droit du travail ? par Michèle Bonnechère , Professeur émérite à l’Université d’Évry, Val d’Essonne	315	Note Valérie Lacoste-Mary	169
Doctrine : Rapport conclusif du colloque « Droits fondamentaux et contentieux social » par Jean-Pierre Laborde , Professeur émérite de l’Université de Bordeaux ...	450	ÉGALITÉ DE TRAITEMENT ET NON-DISCRIMINATION – Mesures prises en raison de l’âge – Directive 2000/8 (art. 2, § 1 et 2, sous a) – Différence de traitement fondée sur l’âge – Comparabilité des situations – Versement d’une indemnité de fin de contrat de travail à durée déterminée destinée à compenser la précarité – Exclusion des jeunes travaillant durant leurs vacances scolaires ou universitaires	
Document : Rencontre de la délégation CGT au sujet de la loi Travail	492	Première espèce : CJUE 1^{er} octobre 2015	172
Document : Propositions remises par la CGT à la ministre du Travail et du dialogue social le 17 juin 2016	494	CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Directive 1999/70/CE – Accord cadre CES, UNICE et CEEP – Intermittents du spectacle – CDD successifs – Mesures visant à prévenir le recours abusif – Notion de ‘raisons objectives’ justifiant de tels contrats	
Doctrine : Produire le consentement : du militantisme au partenariat social – Banalités de base II par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	547	Deuxième espèce : CJUE 26 février 2015	172
Doctrine : L’institution du travail. Droit et salariat dans l’histoire – Introduction par Claude Didry , Sociologue, Directeur de recherche au CNRS	558	Note Valérie Lacoste-Mary	172
Doctrine : Autonomie individuelle, autonomie collective, des droits nouveaux ? par Pascal Renhese , Juriste syndical	621	Doctrine : Impact de la mondialisation sur les actions et instruments juridiques de l’OIT par Cyril Cosme , Directeur du Bureau de l’OIT pour la France	192
Doctrine : Un nouveau critère de discrimination prohibé, fondé sur l’état de vulnérabilité économique d’une personne : un instrument adapté pour lutter contre l’exclusion ? par Jérémie Jardonnet , Avocat au Barreau de Paris	686	Doctrine : Droit social international et européen (deuxième partie). La compétence internationale à l’épreuve de la globalisation : à propos de l’affaire Comilog par Jérôme Porta , Enseignant-chercheur à l’Université de Bordeaux, Comptrasec MR CNRS 5114	241
Doctrine : La loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ou l’histoire d’une réforme au long cours par Isabelle Meyrat , Maître de conférences HDR à l’Université de Cergy-Pontoise	689	Doctrine : Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	256
Document : Contribution de la CGT sur les enjeux de démocratie sociale et, notamment, sur la place de l’accord collectif dans le droit du travail	697	Document : Comité des droits économiques, sociaux et culturels – Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la France	496
Document : Rapport du Haut Conseil du financement de la protection sociale consacré à la protection sociale des non-salariés - Contribution de la CGT	760	Note Ozlem Yildirim , Conseiller confédéral, espace International, CGT	496

DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture conventionnelle – 1 ^o Non-conformité à la Convention OIT n°158 – Moyen n’étant manifestement pas de nature à entraîner la cassation – Rétractation sans validité si elle est adressée à la Direccte – 2 ^o Concours avec une prise d’acte – Manquements survenus au-delà du délai de rétractation		ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Protection du salaire (Directive 80/987) – Marins – Abandon à l’étranger – Employeur établi dans un pays tiers – Exclusion du champ d’application de la directive (non) – Législation interne restrictive – Action en manquement	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2015	44	CJUE 25 février 2016	532
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite de l’Université d’Évry	45	Note Alexandre Charbonneau , Maître de conférences à l’Université de Bordeaux	532
Droit social international et européen par Valérie Lacoste-Mary et Jérôme Porta , Enseignants-chercheurs à l’Université de Bordeaux	169		

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88/CE – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Travailleurs n’ayant pas de lieu de travail fixe ou habituel – Temps de déplacement entre le domicile des travailleurs et les sites du premier et du dernier client

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

Indemnité de licenciement – Calcul – Convention collective – Différence entre catégories de cadres – Justification (non) – Inopposabilité des dispositions conventionnelles restrictives		Cour d’appel de Paris (P. 6 – ch. 5) 15 octobre 2015	273
		Note A. M.	275
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords catégoriels – Exercice du droit d’opposition à l’égard de l’un d’entre eux – Inégalité de traitement entre salariés couverts par un accord et les autres – Action syndicale visant à étendre le bénéfice de certaines dispositions		Cour d’appel de Versailles (6^{ème} ch.) 15 mars 2016	585
		Note Catherine Taillandier , Magistrat honoraire	588

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Principe d’égalité de traitement – Différence de traitement entre fonctions distinctes au sein d’une même catégorie – Présomption de justification – Preuve contraire – Condition – Différence de traitement étrangère à toute

considération de nature professionnelle – Indemnité de logement – Spécificités de la fonction de chef d'agence et de cadre de direction

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2016 (p. n° 15-11.324) 720
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 723

LICENCIEMENT – Faute lourde – Effets – Absence de préavis – Privation du recours au DIF – Principe d'égal accès à la formation professionnelle – Atteinte (non).

Décision n° 2016-558/559 QPC du 29 juillet 2016 811
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier – CERCO 812

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES (voir aussi Unité économique et sociale)

Document : **Avis CGT sur les projets des décrets relatifs à la composition et au fonctionnement de la délégation unique du personnel et à l'instance mentionnée à l'article L. 2391-1 du Code du travail** 143

Négociation préélectorale – Comportement loyal de l'employeur – Accès des syndicats aux informations nécessaires – Registre unique du personnel et DADS

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 janvier 2016 (p. n° 15-10.975) 368
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 369

TRIBUNAUX – Élections professionnelles – Établissement distinct – Comité d'établissement – Collèges électoraux – Affectation des sièges – Effectifs – Incidence – Respect de la proportionnalité – Arrondi

Tribunal d'instance d'Aulnay 29 février 2015 376
 Note **A. M.** 380

EMBAUCHE ET ESSAI

Doctrine : **Les incertitudes liées à la nouvelle durée de la période d'essai applicable au contrat d'apprentissage** par **Stéphane Michel**, Maître de conférences en droit privé à l'Université de Valenciennes 66

CONTRAT DE TRAVAIL – Période d'essai – Durée – Renouvellement – Détermination – Convention collective antérieure à la li nouvelle – Stipulations plus favorables au salarié – Application immédiate de la loi nouvelle

Cour de cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2016 531
 Note **Karim Hamoudi**, Avocat au Barreau de Paris 531

EMPLOYEUR – ENTREPRISE - GROUPE (voir aussi Contrat de travail – Définition du rapport salarial)

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Appréciation du motif économique et de la contribution au PSE – Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activités et de direction entre la société-mère et la filiale – Caractérisation – Coordination des actions économiques entre les sociétés du groupe et état de domination économique – Éléments inopérants – Immixtion dans la gestion économique et sociale – Recherche nécessaire

Première espèce :
1) Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 15 avril 2014 89

2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2015 95

Deuxième espèce :
Cour d'appel de Montpellier (2^{ème} ch.) 29 septembre 2015 96

Note **Alain Ottan**, Avocat au Barreau de Montpellier 97

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour motif économique – Autorisation administrative – Appréciation de l'existence d'une situation de co-emploi au sein du groupe – Silence de l'administration – Compétence judiciaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2015 100
 Note **Jean-Pierre Bougnoux**, Avocat au Barreau d'Angers 100

Doctrine : **Le co-emploi est mort, vive le co-emploi ! À propos de Cass. Soc. 10 décembre 2015, SAS Fayat (Établissements J. Richard Ducros)** par **Elsa Peskine**,

Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense 177

Doctrine : **La compétence internationale à l'épreuve de la globalisation : à propos de l'affaire Comilog** par **Jérôme Porta**, Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux 241

CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Imputation – Immixtion d'une personne publique dans la gestion de l'employeur privé – Appréciation – Personne publique en charge d'un service public à caractère administratif – Tribunal compétent – Ordre administratif

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2016 (p. n° 14-26.019) 578
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 579

Doctrine : **Mobilité intragroupe du salarié et marchandage : la logique d'un transfert de la subordination juridique non assumé** par **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 737

Annexe : TRAVAIL ILLÉGAL Prêt de main d'œuvre illicite et marchandage – Mobilité intragroupe – Mise à disposition d'un salarié auprès d'une filiale – Transfert d'autorité – Facturation excédant le coût salarial – Privation des droits à la participation et l'intéressement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2016 (p. n° 14-26.032) 742

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Liquidation judiciaire partielle – Fonds d'investissement actionnaire principal du groupe – Privation d'autonomie de la société employeur – Confusion des dirigeants et des activités – Éléments insuffisants à démontrer l'immixtion de l'actionnaire principal dans la gestion économique et sociale de la société et à le faire reconnaître comme co-employeur – Responsabilité civile délictuelle de l'actionnaire principal – Décisions aggravant la situation économique difficile de sa filiale – Déconfiture et disparition d'emplois – Recevabilité des salariés licenciés à exercer une action en responsabilité extracontractuelle.

Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} ch. soc) 28 juin 2016 778
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'Université d'Evry 782

Clause de mobilité – Mobilité intragroupe – Acceptation anticipée – Validité (non).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 14-26.556) 794
 Note **Arnaud Mazières** 794

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Protection du salaire (Directive 80/987) – Marins – Abandon à l'étranger – Employeur établi dans un pays tiers – Exclusion du champ d'application de la directive (non) – Législation interne restrictive – Action en manquement

CJUE 25 février 2016 532
 Note **Alexandre Charbonneau**, Maître de conférences à l'Université de Bordeaux 532

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Liquidation judiciaire –

Licenciement économique – Contestation du transfert
– Absence de crédibilité de la poursuite de l'activité
– Faute du cédant – Cession frauduleuse – Nullité des licenciements.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 15-13.603) 777
Note **Arnaud Mazières** 777

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Liquidation judiciaire partielle – Fonds d'investissement actionnaire principal du groupe – Privation d'autonomie de la société employeur – Confusion des dirigeants et des activités – Éléments insuffisants à démontrer l'immixtion de l'actionnaire principal dans la gestion économique et sociale de la société et à le faire reconnaître comme co-employeur – Responsabilité civile délictuelle de l'actionnaire principal – Décisions aggravant la situation économique difficile de sa filiale – Déconfiture et disparition d'emplois – Recevabilité des salariés licenciés à exercer une action en responsabilité extracontractuelle.

Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} ch. soc) 28 juin 2016 778
Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite à l'Université d'Evry 782

ENTREPRISES PUBLIQUES

TRIBUNAUX – Répartition des compétences entre ordre judiciaire et administratif – Entreprise privée chargée d'une mission de service public – Légalité d'une décision – Organisation du service public ou organisation interne de la société – Distinction

Tribunal des conflits 11 janvier 2016 (req. n° 4038) 381
Note **Samuel Deliancourt**, Premier conseiller, Cour administrative d'appel de Marseille 381

CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Imputation – Immixtion d'une personne publique dans la gestion de l'employeur privé – Appréciation – Personne publique en charge d'un service public à caractère administratif – Tribunal compétent – Ordre administratif

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2016 (p. n° 14-26.019) 578
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 579

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – CHSCT – Danger grave et imminent – Alerte de représentants du personnel – Refus de l'administration d'organiser une enquête – Référé-suspension – Incertitude sur la réalité de la dégradation des conditions de travail – Doute sérieux sur la légalité du refus – Suspension du refus de procéder à l'enquête

TRIBUNAUX – Décision administrative – Contestation de la légalité – Référé-suspension – 1° Caractérisation de l'urgence – Motivation – 2° Injonction – Condition – Respect du caractère provisoire

Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} ssr) 23 octobre 2015 26
Note **Gérald Le Corre**, Inspecteur du travail 28

CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Imputation – Immixtion d'une personne publique dans la gestion de l'employeur privé – Appréciation – Personne publique en charge d'un service public à caractère administratif – Tribunal compétent – Ordre administratif

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2016 (p. n° 14-26.019) 578
Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 579

FORMATION PROFESSIONNELLE

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Licenciement collectif – Plan de sauvegarde de l'emploi – Document unilatéral – Détermination des catégories professionnelles – Illégalité – Annulation de l'homologation – 1° Contrôle de l'administration du travail – Portée – Contrôle de plein droit – 2° Définition – Fonctions de même nature et correspondant à une formation commune – Permutabilité des salariés – Nécessité (non) – Évolution possible par une formation d'adaptation

Cour administrative d'appel de Versailles 8 octobre 2015 36
Note 38

Faute inexcusable – Travailleur précaire – Poste à risques – Formation renforcée à la sécurité

Tribunal des affaires de Sécurité sociale de l'Ille-et-Vilaine 7 juillet 2016 705
Note **Michel Desrués**, Défenseur syndical, Rennes 709

Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Transfert d'entreprise – Demande dirigée contre le cessionnaire – Conditions – Solidarité aux dettes (L 1224-2)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2016 (p. n° 15-10.542) (extrait) 775
Note **Arnaud Mazières** 776

LICENCIEMENT – Faute lourde – Effets – Absence de préavis – Privation du recours au DIF – Principe d'égal accès à la formation professionnelle – Atteinte (non).

Décision n° 2016-558/559 QPC du 29 juillet 2016 811
Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 812

GRÈVE

DÉCLENCHEMENT

Secteur public

Réglementation restrictive – Déclarations individuelles – Transport aérien – Finalité – Information des voyageurs (oui) – Réorganisation de l'entreprise (non) – Référé – Préjudice – Indemnisation – Publication sur le site intranet

Cour d'appel de Paris (P. 1 – Ch. 3) 15 décembre 2015 ... 275
Note **Matthieu Jantet-Hidalgo**, Avocat au Barreau de Paris 277

MODALITÉS

Document : **Accord de sortie de grève dans l'hôtellerie** .. 359

PROTECTION

Discrimination – Mesure de rétorsion – Ralentissement du déroulement de carrière – 1° Établissement des allégations du salarié (oui) – Justification de l'employeur – Attestations imprécises – Défaut de transmission des évaluations annuelles – 2° Indemnisation – Compensation des salaires, droits à la retraite et préjudice moral – 3° Recevabilité de l'action syndicale en justice (oui) – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Indemnisation

Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 11) 16 octobre 2015 157
Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 159

Entrave à l'exercice du droit de grève – 1° Action syndicale en justice – Recevabilité (oui) – 2° Pouvoirs du juge des référés – Appréciation d'un trouble manifestement illicite – Remplacement des grévistes par des cadres issus d'autres établissements – Recours à la sous-traitance – Recours à un service privé de sécurité – Caractère bénévole (non) – Illicéité – Interdiction sous astreinte

Tribunal de grande instance de Nanterre (référés)

28 avril 2016	648
Note Thomas Formond , Avocat au Barreau de Paris, et Claude Lévy , Défenseur syndical CGT-HPE	649

HARCÈLEMENT MORAL (voir aussi CHSCT ; voir aussi Santé au travail)

Délégués du personnel – Atteinte au droit des personnes – Saisine du bureau de jugement du Conseil de prud'hommes – Expertise – Caractérisation des atteintes – Mesures ordonnées sous astreinte	
Conseil de prud'hommes de Colmar (Act. div.) 10 novembre 2015	278
Note Sylvie Mess , Conseillère prud'homme, Avignon	284
1° Allégation des faits – Répartition de la charge de la preuve – 2° Inaptitude – Licenciement – Contestation – Nullité de la rupture – Indemnisation	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 10) 20 janvier 2016	370
Note	372

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail ; voir aussi CHSCT)

RÈGLEMENTATION

Doctrines : La prise en compte de la pénibilité : un enjeu majeur de justice sociale par Muriel Gautier , Directrice régionale adjointe de la Dirrecte PACA	335
Doctrines : La pénibilité au travail, une problématique multidimensionnelle par Franck Héas , Maître de conférences, Université de Nantes	339
Doctrines : Pénibilité - Les difficultés pratiques de mise en œuvre par Olivier Baglio , Avocat au Barreau d'Avignon, DEA Droit du travail et de la santé	345

RESPONSABILITÉS

Doctrines : Le devenir de l'obligation de sécurité de résultat en matière de travail par Franck Héas , Maître de conférences, Université de Nantes	10
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – 1° Protection de la santé du salarié – Atteinte – Responsabilité de l'employeur – Condition – Mesures prévues par les art. L.4121-1 et L.4121-2 – Obligation de sécurité de résultat – Respect (oui) – 2° Défaut de présentation à une visite médicale du travail – Disposition du règlement intérieur limitant la possibilité de sanction au caractère répété de la faute – Manquement unique – Licenciement sans cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. C.) 25 novembre 2015	18
Délégation de pouvoir – Champ d'application – Étendue – 1° Signalisation des chantiers – Extension implicite aux mesures de sécurité (non) – 2° Dispositions de la convention collective applicable aux cadres – Absence d'effet	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 8 septembre 2014	30
Note	31

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation de sécurité de résultat – Exposition à l'amiante – Défaut de protections individuelles et collectives – Manquement établi – Indemnisation	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 1^{er} avril 2015	79

CONTRAT DE TRAVAIL – Aptitude avec restrictions – Non-respect – Principe de responsabilité de l'employeur – Obligations des travailleurs dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail – Incidence – Minoration de l'indemnisation (non)	
---	--

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-24.350)	362
Note	362

ACCIDENT DE TRAVAIL – Faute inexcusable – Travailleur précaire – Poste à risques – Formation renforcée à la sécurité	
Tribunal des affaires de Sécurité sociale de l'Ille-et-Vilaine 7 juillet 2016	705
Note Michel Desrués , Défenseur syndical, Rennes	709

INAPTITUDE

Visite médicale de reprise – Recherches de reclassement – Point de départ – Deuxième examen confirmant l'inaptitude – Convocation à un entretien préalable à un licenciement expédiée le jour même de la visite médicale – Licenciement privé de cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 novembre 2015	87
Note Michel Desrués , Défenseur syndical, Rennes	88

CONTRAT DE TRAVAIL – Aptitude avec restrictions – Non-respect – Principe de responsabilité de l'employeur – Obligations des travailleurs dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail – Incidence – Minoration de l'indemnisation (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-24.350)	362
Note	362

INSPECTION DU TRAVAIL

Doctrines : La ligne blanche de l'inspecteur du travail par Caroline Declair , Inspectrice du travail	49
DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Tests salivaires – Atteinte aux droits des personnes – Licéité – Conditions – Soumission au secret médical – Insuffisance de fiabilité	
Cour administrative d'appel de Marseille (7^{ème} ch.) 21 août 2015	53

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; voir aussi Discrimination ; voir aussi Droit social international)

Doctrines : La ligne blanche de l'inspecteur du travail par Caroline Declair , Inspectrice du travail	49
DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Tests salivaires – Atteinte aux droits des personnes – Licéité – Conditions – Soumission au secret médical – Insuffisance de fiabilité	
Cour administrative d'appel de Marseille (7^{ème} ch.) 21 août 2015	53

Doctrines : Bienvenue dans l'ère du dialogue social : de nouvelles règles pour une nouvelle logique par Josépha Diringier , Maître de conférences à l'Université Rennes-1 ...	56
Document : CGT Protection des lanceurs d'alerte : un dispositif à instaurer	70

Doctrines : L'état d'urgence, prétexte à un bouleversement juridique par Nelly Ferreira , Maître de conférences en droit public, LEJEP Université de Cergy-Pontoise	105
---	------------

Document : Une urgence : une politique de paix – Déclaration de la CGT	144
---	------------

Document : Pour les droits et défense des libertés individuelles et collectives – Relaxe pour les 8 syndicalistes de Goodyear	146
--	------------

HARCÈLEMENT MORAL – Délégués du personnel – Atteinte au droit des personnes – Saisine du bureau de jugement du Conseil de prud'hommes – Expertise – Caractérisation des atteintes – Mesures ordonnées sous astreinte	
Conseil de prud'hommes de Colmar (Act. div.) 10 novembre 2015	278
Note Sylvie Mess , Conseillère prud'homme, Avignon	284
SYNDICATS PROFESSIONNELS – Liberté d'expression – Vidéo parodique diffusée sur internet – Infraction à la loi sur la presse – Injure et diffamation	
Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 25 juin 2015	291
Note Vincent Malleveys , Avocat au Barreau de Paris	294
PREUVE – Traitement automatisé – Informations recueillies par l'employeur – Finalité – Déclaration à la CNIL	
Conseil de prud'hommes de Grenoble (Ind.) 4 septembre 2015	298
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	300
COLLOQUE – INSTITUT DU TRAVAIL DE BORDEAUX 18 MARS 2016	
DROITS FONDAMENTAUX ET CONTENTIEUX SOCIAL	
Première partie : Les droits fondamentaux du contentieux social	
AU CŒUR DU CONTENTIEUX SOCIAL	
La réforme des juridictions prud'homales au regard du droit à un procès équitable par Vincent Orif , Maître de conférences, Université Caen-Normandie	387
Les contentieux de Sécurité sociale au regard du droit à un procès équitable par Pierre-Yves Verkindt , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne	400
AUX PORTES DU CONTENTIEUX SOCIAL	
Le recours aux droits procéduraux fondamentaux à l'occasion de l'exercice des pouvoirs patronaux par Christelle Varin , Maître de conférences à l'Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ	407
L'expression des droits procéduraux en amont du contentieux de Sécurité sociale par Christophe Willmann , Professeur à l'Université de Rouen	417
Seconde partie : Le contentieux des droits sociaux fondamentaux	
Le principe de participation des travailleurs devant le Conseil constitutionnel par Isabel Odoul-Asorey , Maître de conférences, Paris-Ouest Nanterre	426
Le principe d'égalité dans la Sécurité sociale : incertitudes et ambiguïtés de sa construction contentieuse par Robert Lafore , Professeur de droit public, Sciences Po Bordeaux – Comptrasec	433
La saga du A1 ou l'inertie au service de la fraude au détachement par Fabienne Muller , Maître de conférences en droit privé	442
Rapport conclusif par Jean-Pierre Laborde , Professeur émérite de l'Université de Bordeaux	450
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Organisation d'une manifestation sur la voie publique – Notion de manifestation – Obligation d'une déclaration préalable – Absence - Répression	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 février 2016 (p. n° 14-82.234)	479
Note Hervé Allain , Magistrat	474
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit à un procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 2 mars 2016	520
Note Myriam Castel , ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole	523
Document : Communiqué de la CNCDH relatif à la restriction de la liberté de manifester	562
Militant syndical – Préparation d'une manifestation liée à la venue du chef de l'État – Rétention dans les locaux de la gendarmerie – Interpellation déguisée – Atteinte arbitraire à la liberté individuelle par dépositaire de l'autorité publique	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 24 mai 2016 (p. n° 15-80.848)	590
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	592
CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – Différend – Action judiciaire – Licenciement – Droit d'agir en justice – Atteinte à une liberté fondamentale – Nullité de la rupture	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016 (p. n° 14-23.589)	640
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	641
Doctrine : Un nouveau critère de discrimination prohibé, fondé sur l'état de vulnérabilité économique d'une personne : un instrument adapté pour lutter contre l'exclusion ? par Jérémy Jardonnet , Avocat au Barreau de Paris	686
Doctrine : La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ou l'histoire d'une réforme au long cours par Isabelle Meyrat , Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise	689
Document : Fausse confidences, vraies dérivées – Communiqué de presse du Syndicat de la Magistrature	704
Document : Libertés et interdits dans le cadre laïque - Observatoire de la laïcité	763
FAUTE GRAVE – 1° Conduite sous l'emprise de cannabis – Salarié poussé à la faute – Géolocalisation non déclarée – Stratagème impliquant la gendarmerie – Intention malicieuse de l'employeur – Rupture sans cause réelle et sérieuse (premier espèce) – 2° Détournement de produits – Mise en vente sur leboncoin.fr – Acquisition par un tiers mandaté – Constat d'huissier – Stratagème – Preuve illicite (deuxième espèce).	
Premier espèce : Cour d'appel de Orléans (Ch. Soc.) 12 janvier 2016 (n° 15/00392)	796
Deuxième espèce : Cour d'appel de Dijon (Ch. soc.) 18 février 2016 (n° 14/01016)	798
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail.	800
PREUVE AVANT TOUT PROCÈS – Art. 145 CPC – Ordonnance sur requête – Mesure d'instruction – Surveillance d'un salarié – Enquête confiée à un détective privé – Rétraction de l'ordonnance (non) – Violation art. 8 CEDH et 9 C. civ. (oui).	
Cour de cassation (2^{ème} Ch. civ.) 17 mars 2016 (p. n° 15-11.412 P+B)	801
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail	802
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Ruptures du contrat de travail)	
Décryptage : La réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre par Evelyne Serverin , Directeur de recherche émérite au CNRS, Chercheur associé au Centre d'études de l'emploi	118

MOTIFS

Doctrines : Le juge prud'homal face au droit négocié par Amine Ghenim , Avocat au Barreau de la Seine-Saint-Denis	139
Congé de mobilité – Acceptation – Contestation judiciaire du motif économique de la rupture (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 novembre 2015	215
Note	215

Lettre de licenciement – Motivation – Énonciation de la cause économique – Office du juge	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2016 (p. n° 15-11.046)	593
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 mai 2016 (p. n° 14-24.916)	594
Note Paul Darves-Bornoz , Avocate au Barreau d'Annecy ..	594

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Liquidation judiciaire – Licenciement économique – Contestation du transfert – Absence de crédibilité de la poursuite de l'activité – Faute du cédant – Cession frauduleuse – Nullité des licenciements.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 15-13.603)	777
Note Arnaud Mazières	777

LICENCIEMENTS COLLECTIFS

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Licenciement pour motif économique – Autorisation administrative – Appréciation de l'existence d'une situation de co-emploi au sein du groupe – Silence de l'administration – Compétence judiciaire	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2015	100
Note Jean-Pierre Bougnoux , Avocat au Barreau d'Angers ..	100

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Liquidation judiciaire partielle – Fonds d'investissement actionnaire principal du groupe – Privation d'autonomie de la société employeur – Confusion des dirigeants et des activités – Éléments insuffisants à démontrer l'immixtion de l'actionnaire principal dans la gestion économique et sociale de la société et à le faire reconnaître comme co-employeur – Responsabilité civile délictuelle de l'actionnaire principal – Décisions aggravant la situation économique difficile de sa filiale – Déconfiture et disparition d'emplois – Recevabilité des salariés licenciés à exercer une action en responsabilité extracontractuelle.	
Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} ch. soc) 28 juin 2016	778
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite à l'Université d'Evry	782

Doctrines : La fraude ne corrompt pas tout (et notamment pas le délai de prescription) par Alain Chirez , Professeur émérite de l'Université de la Polynésie française, Avocat honoraire au Barreau de Grasse	679
RUPTURE CONVENTIONNELLE – Contestation – Prescription annale (L.1237-14) – Point de départ – Détermination – Fraude – Condition	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n° 15-16.994)	685

Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)

Document unilatéral – Détermination des catégories professionnelles – Illégalité – Annulation de l'homologation – 1 ^o Contrôle de l'administration du travail – Portée – Contrôle de plein droit – 2 ^o Définition – Fonctions de même nature et correspondant à une formation commune – Permutabilité des salariés – Nécessité (non) – Évolution possible par une formation d'adaptation	
--	--

Cour administrative d'appel de Versailles 8 octobre 2015	36
Note	38

Appréciation du motif économique et de la contribution au PSE – Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activités et de direction entre la société-mère et la filiale – Caractérisation – Coordination des actions économiques entre les sociétés du groupe et état de domination économique – Éléments inopérants – Immixtion dans la gestion économique et sociale – Recherche nécessaire	
Première espèce :	
1) Cour d'appel de Nîmes (Ch. Soc.) 15 avril 2014	89
2) Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2015	95
Deuxième espèce :	
Cour d'appel de Montpellier (2^{ème} ch.) 29 septembre 2015	96
Note Alain Ottan , Avocat au Barreau de Montpellier	97

CHSCT – Fonctionnement et prérogatives (trois espèces) – Licenciement économique – Licenciements collectifs – Accord de PSE – Validation par la Direccte – Contestation – Annulation – 1 ^o Réorganisation modifiant les conditions de travail des salariés – Contrôle de l'administration – Nécessité d'une consultation préalable du CHSCT – 2 ^o Recevabilité de la contestation – CHSCT (non) – Syndicat (oui)	
Première espèce : Conseil d'État (4^{ème}/5^{ème} ssr) 21 octobre 2015	147
Note Savine Bernard , Avocate au Barreau de Paris	151

SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent – Juge judiciaire – Atteinte établie (non)	
Cour d'appel de Versailles (8^{ème} ch.) 1^{er} décembre 2015 ..	225
Note Isabelle Taraud , Avocate au Barreau du Val-de-Marne	228

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

Le recours aux droits procéduraux fondamentaux à l'occasion de l'exercice des pouvoirs patronaux par Christelle Varin , Maître de conférences à l'Université Grenoble-Alpes, membre du CRJ	407
--	-----

MOTIFS DE LICENCIEMENT

DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Défaut de formalités de publicité – Modalités de contrôle, sous conditions, de l'alcoolémie – Salarié sous l'emprise d'un état alcoolique – Licenciement pour faute grave – Inopposabilité des dispositions – Absence de cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	86
Note	87

Doctrines : Les mystères attachés à la notion de modification du contrat de travail entraînée par le transfert d'entreprise par Dirk Baugard , Professeur à l'Université Paris-8 Vincennes – Saint-Denis	667
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert partiel – Changement de lieu de travail – Modification du contrat (oui) – Opposition du salarié – Effets – Licenciement – Cause réelle et sérieuse (oui)	

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2016 (p. n° 14-21.143)	677	du salarié (-non) – 2° Inventaire – Mention des sommes versées – Mention de la nature des sommes versées – Demande de sommes complémentaires (non)	9
FAUTE GRAVE – 1° Conduite sous l'emprise de cannabis – Salarié poussé à la faute – Géolocalisation non déclarée – Stratagème impliquant la gendarmerie – Intention malicieuse de l'employeur – Rupture sans cause réelle et sérieuse (premier espèce) – 2° Détournement de produits – Mise en vente sur leboncoin.fr – Acquisition par un tiers mandaté – Constat d'huissier – Stratagème – Preuve illicite (deuxième espèce). Premier espèce : Cour d'appel de Orléans (Ch. Soc.) 12 janvier 2016 (n° 15/00392)	796	Deuxième annexe : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	9
Deuxième espèce : Cour d'appel de Dijon (Ch. Soc.) 18 février 2016 (n° 14/01016)	798	SANCTIONS	
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	800	LICENCIEMENT – Absence de cause réelle et sérieuse – Indemnisation – Préjudice – Évaluation – Office du juge – 1° Motivation du montant accordé – 2° Mesures inscrites au PSE – Identité d'objet et de cause (non) Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 juillet 2015	32
NULLITÉ (voir aussi Transfert d'entreprise)		Note Emmanuel Pardo , Avocat au Barreau de Nice	34
HARCÈLEMENT MORAL – 1° Allégation des faits – Répartition de la charge de la preuve – 2° Inaptitude – Licenciement – Contestation – Nullité de la rupture – Indemnisation Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 10) 20 janvier 2016	370	Doctrine : Décryptage : La réforme de la justice prud'homale, d'une critique à l'autre par Evelyne Serverin , Directeur de recherche émérite au CNRS, Chercheur associé au Centre d'études de l'emploi	118
Note	372	PROCÉDURE	
MALADIE (voir aussi INAPTITUDE)		Entretien préalable – Assistance de l'employeur – Nombre excessif – Détournement de l'objet de l'entretien Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 janvier 2016	271
Employée de maison – Absences répétées pour maladie – Examen du bien-fondé du motif – Appréciation dépendant exclusivement des dispositions de la convention collective – Office du juge – Application du Code du travail (non) – Examen d'une discrimination (non) Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2015	39	Note Pierre Dulmet , Avocat au Barreau de Strasbourg	271
Note Sandrine Maillard-Pinon , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud 11	40	LICENCIEMENT – Procédure conventionnelle – Information pour la saisine de la commission paritaire (non) – Absence de délégués du personnel – Procès-verbal de carence (oui) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse (non) Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2015	308
Licenciement – Conditions – Remplacement définitif du salarié absent – Défaut – Conséquence – Discrimination – Preuve – Absence de cause réelle et sérieuse Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 janvier 2016 (p. n° 14-10.084)	373	MÉDECINE DU TRAVAIL (voir aussi Santé au travail)	
Note Florelle Moreau , Maître de conférences en droit privé, Université d'Orléans	373	Doctrine : Le devenir de l'obligation de sécurité de résultat en matière de travail par Franck Héas , Maître de conférences, Université de Nantes	10
MATERNITÉ		CONTRAT DE TRAVAIL – Exécution – 1° Protection de la santé du salarié – Atteinte – Responsabilité de l'employeur – Condition – Mesures prévues par les art. L. 4121-1 et L. 4121-2 – Obligation de sécurité de résultat – Respect (oui) – 2° Défaut de présentation à une visite médicale du travail – Disposition du règlement intérieur limitant la possibilité de sanction au caractère répété de la faute – Manquement unique – Licenciement sans cause réelle et sérieuse Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015	18
Protection contre le licenciement – 1° Notification de l'état de grossesse – Annulation du licenciement – Proposition tardive de réintégration – Appréciation – 2° Refus de la salariée – Indemnisation – Indemnités de rupture – Indemnité au moins égale à six mois de salaire réparant intégralement le préjudice subi résultant du caractère illicite du licenciement – Salaires de la période couverte par la nullité Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 décembre 2015	161	Doctrine : Pénibilité - Le rôle du médecin du travail par Marie-Hélène Cervantès , Médecin du travail	350
Note Myriam Castel , ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse-1 Capitole	162	CONTRAT DE TRAVAIL – Aptitude avec restrictions – Non-respect – Principe de responsabilité de l'employeur – Obligations des travailleurs dans le domaine de la sécurité et de la santé au travail – Incidence – Minoration de l'indemnisation (non) Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-24.350)	362
INDEMNITÉS		Note	362
Doctrine : Les effets dévastateurs du reçu pour solde de tout compte : retour à la case départ ? par Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine	1	CONTRAT DE TRAVAIL – Infirmière de santé au travail – Missions – Contenu – Responsabilité – 1° Tâches relevant des attributions du médecin du travail – Insuffisance professionnelle (non) – 2° Fautes – Erreur ne pouvant constituer une cause de licenciement Cour d'appel d'Amiens (5^{ème} Ch. Soc.) 30 mars 2016	526
Première annexe : L'évolution des textes relatifs au reçu pour solde de tout compte	8	Note Nathalie Ferré , Professeur à l'Université de Paris-13	530
LICENCIEMENT – Reçu pour solde de tout compte – Effet libératoire – 1° Non-dénonciation – Délai – Information			

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

ÉTENDUE DE LA PROTECTION

Doctrine : L'indemnisation pour violation du statut protecteur : un montant bas de plafond par Laurent Milet , Rédacteur en chef de la RPDS, Professeur associé, Université Paris-Sud	20
Rupture du contrat sans autorisation – 1° Indemnisation pour violation du statut protecteur – Salarié ne demandant pas sa réintégration – Indemnisation plafonnée à deux ans (deux espèces) – 2° Prise d'acte – Manquements de l'employeur – Refus de paiement des heures supplémentaires et des heures de délégation (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015	24
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 octobre 2015	24
Unité économique et sociale – Transfert d'entreprise – Appréciation du caractère partiel – Établissement distinct au sens des comités d'entreprise	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	164
Note Dominique Holle , DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme	164

PROCÉDURE

Licenciement pour motif économique – Autorisation administrative – Appréciation de l'existence d'une situation de co-emploi au sein du groupe – Silence de l'administration – Compétence judiciaire	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2015	100
Note Jean-Pierre Bougnoux , Avocat au Barreau d'Angers	100
Autorisation administrative – Annulation – 1° Enquête contradictoire – Déroulement – Communication des pièces et témoignages au salarié – Responsabilité de l'administration – Respect du principe du contradictoire – Défaut – 2° Cause du licenciement – Cumul d'emplois dépassant la durée maximale de travail – Contrôle de l'employeur – Défaut de mise en demeure de choisir l'un ou l'autre emploi	
Cour administrative d'appel de Marseille 21 décembre 2015	287
Note A. M.	288
Autorisation administrative – Déroulement – Conditions – Assistance du salarié par un avocat – Refus de l'administration – Illégalité	
Tribunal administratif de Cergy-Pontoise 5 novembre 2015	478
Note Michel Desrués , Défenseur syndical, Rennes	478

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que Licenciements)

PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE

Doctrine : L'indemnisation pour violation du statut protecteur : un montant bas de plafond par Laurent Milet , Rédacteur en chef de la RPDS, Professeur associé, Université Paris-Sud	20
PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Rupture du contrat sans autorisation – 1° Indemnisation pour violation du statut protecteur – Salarié ne demandant pas sa réintégration – Indemnisation plafonnée à deux ans (deux espèces) – 2° Prise d'acte – Manquements de l'employeur – Refus de paiement des heures supplémentaires et des heures de délégation (deuxième espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 avril 2015	24

Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 octobre 2015	24
RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Départ en retraite – Grievs à l'encontre de l'employeur – Requalification – Prise d'acte – Défaut de versement d'une part variable de la rémunération – Obstacle à la poursuite du contrat de travail – Appréciation	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2015	42
Note	43

RUPTURE CONVENTIONNELLE (Loi du 25 juin 2008)

1° Non-conformité à la Convention OIT n°158 – Moyen n'étant manifestement pas de nature à entraîner la cassation – Rétractation sans validité si elle est adressée à la Direccte – 2° Concours avec une prise d'acte – Manquements survenus au-delà du délai de rétractation	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 octobre 2015	44
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite de l'Université d'Évry	45
Doctrine : La fraude ne corrompt pas tout (et notamment pas le délai de prescription) par Alain Chirez , Professeur émérite de l'Université de la Polynésie française, Avocat honoraire au Barreau de Grasse	679
RUPTURE CONVENTIONNELLE – Contestation – Prescription annale (L.1237-14) – Point de départ – Détermination – Fraude – Condition	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n° 15-16.994)	685

RÉSILIATION JUDICIAIRE

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Restauration collective d'un centre de rétention – Sous-traitance de marché public – Succession de titulaires et éclatement des sous-traitants – Refus de reprendre un salarié à temps partiel – Dispositif de transfert conventionnel non applicable – Transfert légal malgré l'éclatement des prestations entre différentes sociétés – Proposition de reclassement de l'employeur sortant avec modification du contrat de travail – Refus du salarié – Licenciement pour faute grave – Action en résiliation judiciaire – Transfert de plein droit – Réintégration sous astreinte dans l'entreprise entrante	
Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 11 décembre 2015	537
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	542

SALAIRES - RÉMUNÉRATIONS

Doctrine : Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail par Jacques Déchoz , Inspecteur du travail, Docteur en philosophie	256
Doctrine : Gérer et anticiper la modification du contrat de travail par Franck Petit , Professeur à l'Université d'Avignon et des pays du Vaucluse	483
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Protection du salaire (Directive 80/987) – Marins – Abandon à l'étranger – Employeur établi dans un pays tiers – Exclusion du champ d'application de la directive (non) – Législation interne restrictive – Action en manquement	
CJUE 25 février 2016	532
Note Alexandre Charbonneau , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	532

SALAIRE – Preuve du paiement – Réclamation d'une prime de résultat – Production de l'attestation Pôle emploi – Production de la feuille de paie – Preuve du paiement non justifiée.	
---	--

Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-12.107)	809
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail	809

MONTANT

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL – Départ en retraite – Grievs à l'encontre de l'employeur – Requalification – Prise d'acte – Défaut de versement d'une part variable de la rémunération – Obstacle à la poursuite du contrat de travail – Appréciation	
RÉMUNÉRATION – Part variable – Détermination – Preuve – Éléments détenus par l'employeur – Obligation de les produire en vue d'une discussion contradictoire	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 29 octobre 2015	42
Note	43

RÉMUNÉRATION – Pourboires – Centralisation par l'employeur – Retenues liées au comportement des salariés – Soustraction à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale – Travail dissimulé	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 1^{er} décembre 2015	221
Note Christophe Aubert , Avocat au Barreau d'Angers, Maître de conférences de l'Université Rennes-1	223

Pourboires – Incidence sur la rémunération globale – Rémunération minimale garantie – Condition – Dispositions contractuelles et conventionnelles	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015	289
Note S. D.	290

Effets – Sport professionnel – Charte du football – Relégation en Ligue 2 – Modification du contrat de travail (non) – Accord exprès du salarié à la réduction de rémunération – Nécessité	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-26.147)	367
Note	367

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Relation discontinue – Requalification judiciaire – Paiement des salaires – Périodes interstitielles – Déductions des sommes perçues de Pôle Emploi (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 mars 2016 (p. n° 15-11.396)	637
Note David Métin et Charlotte Chevallier , Avocats au Barreau de Versailles	637

Principe d'égalité de traitement – Différences de traitement entre fonctions distinctes au sein d'une même catégorie – Présomption de justification – Preuve contraire – Condition – Différence de traitement étrangère à toute considération de nature professionnelle – Indemnité de logement – Spécificités de la fonction de chef d'agence et de cadre de direction	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2016 (p. n° 15-11.324)	720
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	723

REÇU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Doctrines : Les effets dévastateurs du reçu pour solde de tout compte : retour à la case départ ? par Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine	1
Première annexe : L'évolution des textes relatifs au reçu pour solde de tout compte	8
LICENCIEMENT – Reçu pour solde de tout compte – Effet libératoire – 1° Non-dénonciation – Délai – Information du salarié (non) – 2° Inventaire – Mention des sommes versées – Mention de la nature des sommes versées – Demande de sommes complémentaires (non)	9
Deuxième annexe : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	9

SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; voir aussi Discrimination ; voir aussi CHSCT)

Doctrines : La ligne blanche de l'inspecteur du travail par Caroline Declair , Inspectrice du travail	49
DROIT DISCIPLINAIRE – Règlement intérieur – Tests salivaires – Atteinte aux droits des personnes – Licéité – Conditions – Soumission au secret médical – Insuffisance de fiabilité	
Cour administrative d'appel de Marseille (7^{ème} ch.) 21 août 2015	53

CONTRAT DE TRAVAIL – Obligation de sécurité de résultat – Exposition à l'amiante – Défaut de protections individuelles et collectives – Manquement établi – Indemnisation	
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 1^{er} avril 2015	79

Règlement intérieur – Défaut de formalités de publicité – Modalités de contrôle, sous conditions, de l'alcoolémie – Salarié sous l'emprise d'un état alcoolique – Licenciement pour faute grave – Inopposabilité des dispositions – Absence de cause réelle et sérieuse	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	86
Note	87

TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88/CE – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Travailleurs n'ayant pas de lieu de travail fixe ou habituel – Temps de déplacement entre le domicile des travailleurs et les sites du premier et du dernier client	
CJUE 10 septembre 2015	169
Note Valérie Lacoste-Mary , Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec MR CNRS 5114	169

Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent – Juge judiciaire – Atteinte établie (non)	
Cour d'appel de Versailles (8^{ème} ch.) 1^{er} décembre 2015	225
Note Isabelle Taraud , Avocate au Barreau du Val-de-Marne	228

JOURNÉE D'ÉTUDES – UNIVERSITÉ D'AVIGNON

18 MARS 2016 :

LA PÉNIBILITÉ AU TRAVAIL

Doctrines : La prise en compte de la pénibilité : un enjeu majeur de justice sociale par Muriel Gautier , Directrice régionale adjointe de la Dircette PACA	335
Doctrines : La pénibilité au travail, une problématique multidimensionnelle par Franck Héas , Maître de conférences, Université de Nantes	339
Doctrines : Les difficultés pratiques de mise en œuvre par Olivier Baglio , Avocat au Barreau d'Avignon	345
Doctrines : Le rôle du médecin du travail par Marie-Hélène Cervantès , Médecin du travail	350
Doctrines : Travailler et bien vieillir par Franck Petit , Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse	355

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords d'entreprise – Organisation du temps de travail – Congés payés – Calcul – Périodes de travail effectif – Déduction proportionnelle à des absences pour maladie – Prohibition (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015 (n° 14-23.731)	363
Note Emmanuelle Richard , Juriste en droit social	363

Doctrines : Accidents du travail et maladies professionnelles : la longue quête des victimes pour obtenir une meilleure réparation du dommage corporel par Francis Meyer , Maître de conférences, Institut du travail de Strasbourg	603
Annexe	620

SALARIÉS PROTÉGÉS (voir Protection des représentants du personnel)

SÉCURITÉ SOCIALE (voir Assurances sociales)

STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques)

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Employée de maison – Absences répétées pour maladie – Examen du bien-fondé du motif – Appréciation dépendant exclusivement des dispositions de la convention collective – Office du juge – Application du Code du travail (non) – Examen d'une discrimination (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 septembre 2015	39
Note Sandrine Maillard-Pinon , Maître de conférences à l'Université Paris-Sud 11	40

Doctrines : Les incertitudes liées à la nouvelle durée de la période d'essai applicable au contrat d'apprentissage par Stéphane Michel , Maître de conférences en droit privé à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Membre de l'IDP (EA 1384).....	66
--	----

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Directive 1999/70/CE – Accord cadre CES, UNICE et CEEP – Intermittents du spectacle – CDD successifs – Mesures visant à prévenir le recours abusif – Notion de 'raisons objectives' justifiant de tels contrats – Conditions de recours – Surcroît temporaire d'activité – Production supplémentaire hivernale – Contrat saisonnier (non)	
Deuxième espèce : CJUE 26 février 2015	172
Note Valérie Lacoste-Mary , Enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec MR CNRS 5514	172

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Effets – Sport professionnel – Charte du football – Relégation en Ligue 2 – Modification du contrat de travail (non) – Accord exprès du salarié à la réduction de rémunération - Nécessité	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016 (p. n° 14-26.147)	367
Note	367

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Protection du salaire (Directive 80/987) – Marins – Abandon à l'étranger – Employeur établi dans un pays tiers – Exclusion du champ d'application de la directive (non) – Législation interne restrictive – Action en manquement	
CJUE 25 février 2016	532
Note Alexandre Charbonneau , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	532

CHÔMAGE – 1° Régime particulier – Intermittents du spectacle – Caractère artistique de la prestation – Accompagnement musical dans le cadre d'une exposition picturale – Contestation – Droits calculés dans le cadre du régime général – 2° Accusation de perception de sommes indues – Récupération par Pôle Emploi – Prélèvement directement sur les allocations malgré l'existence d'un différend – Annulation – Rétablissement dans les droits sous astreinte – Indemnisation	
--	--

Tribunal de grande instance de Toulouse (Ch. civ.) 9 juin 2016	631
Note Émilie Videcoq , Avocate au Barreau de Paris	635

SYNDICATS PROFESSIONNELS

Doctrines : Bienvenue dans l'ère du dialogue social : de nouvelles règles pour une nouvelle logique par Josépha Dirringer , Maître de conférences à l'Université Rennes-I ...	56
---	----

Document : Comité des droits économiques, sociaux et culturels – Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la France	496
Note Ozlem Yildirim , Conseiller confédéral, espace International, CGT	496

FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

Document : Pour les droits et défense des libertés individuelles et collectives – Relaxe pour les 8 syndicalistes de Goodyear	146
--	-----

Doctrines : La loi, elle rackette ! À propos des articles 17 et 18 du projet de loi « Travail », visant le budget de fonctionnement du comité d'entreprise par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine. ...	249
---	-----

Liberté d'expression – Vidéo parodique diffusée sur internet – Infraction à la loi sur la presse – Injure et diffamation	
Tribunal de grande instance de Beauvais (référé) 25 juin 2015	291
Note Vincent Mallevays , Avocat au Barreau de Paris	294

Organisation d'une manifestation sur la voie publique – Notion de manifestation – Obligation d'une déclaration préalable – Absence - Répression	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 février 2016 (p. n° 14-82.234)	479
Note Hervé Allain , Magistrat	474

Document : Communiqué de la CNCDH relatif à la restriction de la liberté de manifester	562
---	-----

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Militant syndical – Préparation d'une manifestation liée à la venue du chef de l'État – Rétention dans les locaux de la gendarmerie – Interpellation déguisée – Atteinte arbitraire à la liberté individuelle par dépositaire de l'autorité publique	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 24 mai 2016 (p. n° 15-80.848)	590
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	592

Financement – Fonds public – Clé de répartition différente entre syndicats de salariés (répartition uniforme) et groupements d'employeurs (répartition proportionnelle) – Situations différentes – Atteinte à un droit constitutionnel (non)	
Décision n° 2015-502 QPC du 27 novembre 2015	660
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP	661

Prêt de locaux par des collectivités territoriales – Interruption de la mise à disposition – Droit à une indemnisation – Atteinte à un principe constitutionnel (non) – Application rétroactive (non).	
Décision n° 2016-736 DC du 4 août 2016	813
Note Pierre-Yves Gahdoun , Professeur à l'Université de Montpellier - CERCOP.	815

DISCRIMINATION

Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Art. 145 CPC – Preuves avant tout procès – Mesures d'instruction	
---	--

Cour d'appel de Versailles (référé) 24 novembre 2015 ...	303	2016	517
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	304	Note Claire Gallon , Avocate au Barreau de Paris	518
Bureau de conciliation – Éléments de fait – Documents détenus par l'employeur – Mise en état de l'affaire – Ordre de communication des pièces – Mesures d'instruction		CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords catégoriels – Exercice du droit d'opposition à l'égard de l'un d'entre eux – Inégalité de traitement entre salariés couverts par un accord et les autres – Action syndicale visant à étendre le bénéfice de certaines dispositions	
Conseil de prud'hommes de Nantes (Conciliation – Département) 6 janvier 2016	305	Cour d'appel de Versailles (6^{ème} ch.) 15 mars 2016	585
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	306	Note Catherine Taillandier , Magistrat honoraire	588
		GRÈVE – Entrave à l'exercice du droit de grève – 1 ^o Action syndicale en justice – Recevabilité (oui) – 2 ^o Pouvoirs du juge des référés – Appréciation d'un trouble manifestement illicite – Remplacement des grévistes par des cadres issus d'autres établissements – Recours à la sous-traitance – Recours à un service privé de sécurité – Caractère bénévole (non) – Illicéité – Interdiction sous astreinte	
ACTION EN JUSTICE		Tribunal de grande instance de Nanterre (référés) 28 avril 2016	648
Conseil de prud'hommes – Litige sériel (onze affaires) – Jugements rendus le jour même de l'audience prud'homale – Motivation identique et inexistante – Débouté de la demande de reconnaissance de discrimination syndicale – Appel – Défaut de motivation constituant une violation de l'article 455 CPC – Nullité des jugements – Pouvoir d'évocation de la Cour d'appel – Panel de comparaison – Décrochage de salaire à compter de l'engagement syndical – Comparaisons de l'employeur inopérantes – Entretiens d'évaluation ne permettant pas d'établir les insuffisances reprochées au salarié – Discrimination syndicale (oui) – Recevabilité de l'action syndicale (oui)		Note Thomas Formond , Avocat au Barreau de Paris, et Claude Lévy , Défenseur syndical CGT-HPE	649
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 9) 1^{er} avril 2015	79	DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE	
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine	84	Conditions – Score personnel de 10 % – Exceptions – Désignation parmi les autres candidats ou les adhérents	
GRÈVE – Discrimination – Mesure de rétorsion – Ralentissement du déroulement de carrière – 1 ^o Établissement des allégations du salarié (oui) – Justification de l'employeur – Attestations imprécises – Défaut de transmission des évaluations annuelles – 2 ^o Indemnisation – Compensation des salaires, droits à la retraite et préjudice moral – 3 ^o Recevabilité de l'action syndicale en justice (oui) – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession - Indemnisation		Cour de cassation (Ch. Soc.) 25 novembre 2015	166
Cour d'appel de Paris (P. 6 – Ch. 11) 16 octobre 2015	157	Note Anne Braun , Responsable du secteur confédéral DLAJ	167
Note Jérôme Borzakian , Avocat au Barreau de Paris	159	TEMPS DE TRAVAIL (voir également Congés)	
SANTÉ AU TRAVAIL – Réorganisation de l'entreprise – Ruptures des contrats de travail et mise en œuvre d'un PSE – Atteintes à la santé et à la sécurité des salariés – Demande syndicale de suspension de la réorganisation – Tribunal compétent – Juge judiciaire – Atteinte établie (non)		Doctrine : Les dispositifs juridiques français de lutte contre le travail illégal par Renaud Salomon , Professeur associé à l'Université de Paris-XII	204
Cour d'appel de Versailles (8^{ème} ch.) 1^{er} décembre 2015 ..	225	Doctrine : La loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ou l'histoire d'une réforme au long cours par Isabelle Meyrat , Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise	689
Note Isabelle Taraud , Avocate au Barreau du Val-de-Marne	228	TEMPS PARTIEL	
GRÈVE – Réglementation restrictive – Déclarations individuelles – Transport aérien – Finalité – Information des voyageurs (oui) – Réorganisation de l'entreprise (non) – Référé – Préjudice – Indemnisation – Publication sur le site intranet		Restauration collective d'un centre de rétention – Sous-traitance de marché public – Succession de titulaires et éclatement des sous-traitants – Refus de reprendre un salarié à temps partiel – Dispositif de transfert conventionnel non applicable – Transfert légal malgré l'éclatement des prestations entre différentes sociétés – Proposition de reclassement de l'employeur sortant avec modification du contrat de travail – Refus du salarié – Licenciement pour faute grave – Action en résiliation judiciaire – Transfert de plein droit – Réintégration sous astreinte dans l'entreprise entrante	
Cour d'appel de Paris (P. 1 – Ch. 3) 15 décembre 2015 ...	275	Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 11 décembre 2015	537
Note Mathieu Jantet-Hidalgo , Avocat au Barreau de Paris	277	Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	542
CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification – Action en justice – Recevabilité de l'action syndicale – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Caractérisation (deux espèces) – Violation des dispositions conventionnelles (première espèce) – Violation des dispositions légales (deuxième espèce)		TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février 2016	517	TEMPS DE TRAVAIL – Directive 2003/88/CE – Protection de la sécurité et de la santé des travailleurs – Travailleurs n'ayant pas de lieu de travail fixe ou habituel – Temps de déplacement entre le domicile des travailleurs et les sites du premier et du dernier client	
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 23 mars		CJUE 10 septembre 2015	169
		Note Valérie Lacoste-Mary	169

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accords d'entreprise – Organisation du temps de travail – Congés payés – Calcul – Périodes de travail effectif – Déduction proportionnelle à des absences pour maladie – Prohibition (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 16 décembre 2015 (n° 14-23.731) 363
 Note **Emmanuelle Richard**, Juriste en droit social 363

REPOS

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Autorisation administrative – Annulation – 1° Enquête contradictoire – Déroulement – Communication des pièces et témoignages au salarié – Responsabilité de l'administration – Respect du principe du contradictoire – Défaut – 2° Cause du licenciement – Cumul d'emplois dépassant la durée maximale de travail – Contrôle de l'employeur – Défaut de mise en demeure de choisir l'un ou l'autre emploi

Cour administrative d'appel de Marseille 21 décembre 2015 287
 Note **A. M.** 288

Dimanches du maire – Titulaire de l'autorité habilitée – Exclusion du Maire de Paris – Constitutionnalité (non)

Décision n° 2014-547 QPC du 24 juin 2016 662
 Note **Pierre-Yves Gahdoun**, Professeur à l'Université de Montpellier-I – CERCOP 663

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Condition – Consentement de l'employeur – Portée – Accord préalable – Nécessité – Accord tacite (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 juin 2016 (p. n° 15-16.423) 724
 Note **Dominique Holle**, DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme 724

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Doctrines : **Gérer et anticiper la modification du contrat de travail** par **Franck Petit**, Professeur à l'Université d'Avignon et des pays de Vaucluse 483

Conditions de recours – Existence d'un accord collectif – Contenu – Désignation précise des emplois permanents concernés – Défaut – Conséquence – Requalification en contrat à temps complet

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2016 (p. n° 15-11.382) 651
 Note **Ylias Ferkane**, Maître de conférences, Université de Paris-Ouest Nanterre-La Défense, IRERP 651

Modulation – Instauration – Répartition du travail sur une période n'excédant pas quatre semaines – Décision unilatérale de l'employeur

Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 mai 2016 (p. n° 15-10.025) 726
 Note **Stéphanie Baradel**, Avocate au Barreau de Lyon 726

Doctrines : **Salariés de confiance : le retour ? (à propos des arrêts du 22 juin 2016 concernant les cadres dirigeants)**

par **Philippe Masson**, collectif Droits et liberté de l'UGICT-CGT 744

Annexe : TEMPS DE TRAVAIL Cadre dirigeant – Définition – Participation à la direction de l'entreprise – Critère autonome (non) – Caractérisation – Critères légaux (indépendance, autonomie, rémunération).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 juin 2016 (p. n° 14-29.246) 750

TRANSFERT D'ENTREPRISE

CONDITIONS

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Unité économique et sociale – Transfert d'entreprise – Appréciation du caractère partiel – Établissement distinct au sens des comités d'entreprise

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015 164
 Note **Dominique Holle**, DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme 164

Maintien d'une entité économique autonome – Succession de prestataires de services – Transfert d'éléments d'actifs – Caractérisation – Refus de reprendre le salarié – Référé – Réintégration

Conseil de prud'hommes de Saint-Nazaire (Référé - Départage) 2 mai 2016 653
 Note 656

ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ Activité déficitaire – Filialisation – Cession – Liquidation judiciaire – Licenciement économique – Contestation du transfert – Absence de crédibilité de la poursuite de l'activité – Faute du cédant – Cession frauduleuse – Nullité des licenciements.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 15-13.603) 777
 Note **Arnaud Mazières** 777

Caractérisation (non) – Réintégration du salarié à son poste – Réintégration à l'effectif et non à son poste – Dispenses d'activité – Licenciement – Action en référé – Nullité du licenciement – Réintégration du salarié.

Conseil de Prud'hommes de Metz (Référé) 28 juillet 2016 787
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du travail 792

Transfert conventionnel – Prestataires successifs d'un marché – Accord explicite du salarié – Nécessité (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 19 mai 2016 (p. n° 14-26.556) 794
 Note **Arnaud Mazières** 794

EFFETS

Doctrines : **Les particules contractantes – Banalités de base à propos du contrat de travail** par **Jacques Déchoz**, Inspecteur du travail, Docteur en philosophie 256

Restauration collective d'un centre de rétention – Sous-traitance de marché public – Succession de titulaires et éclatement des sous-traitants – Refus de reprendre un salarié à temps partiel – Dispositif de transfert conventionnel non applicable – Transfert légal malgré l'éclatement des prestations entre différentes sociétés – Proposition de reclassement de l'employeur sortant avec modification du contrat de travail – Refus du salarié – Licenciement pour faute grave – Action en résiliation judiciaire – Transfert de plein droit – Réintégration sous astreinte dans l'entreprise entrante

Cour d'appel de Lyon (Ch. Soc.) 11 décembre 2015 537
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 542

Doctrines : **Les mystères attachés à la notion de modification du contrat de travail entraînée par le transfert d'entreprise** par **Dirk Baugard**, Professeur à l'Université Paris-8 Vincennes – Saint-Denis 667

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Transfert partiel – Changement de lieu de travail – Modification du contrat (oui) – Opposition du salarié – Effets – Licenciement – Cause réelle et sérieuse (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} juin 2016 (p. n° 14-21.143) 677

CONTRAT DE TRAVAIL Obligation d'adaptation – Absence de formation – Maintien de la capacité à occuper un emploi – Manquement de l'employeur – Transfert d'entreprise – Demande dirigée contre le cessionnaire – Conditions – Solidarité aux dettes (L 1224-2).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 juillet 2016 (p. n° 15-10.542) (extrait) 775

Note **Arnaud Mazières** 776

TRAVAIL ILLÉGAL

Document : **Marchés publics et respect du Code du travail** (réponse ministérielle) 630

COLLOQUE ENM-INEFP-AFDT
DU 11 DÉCEMBRE 2015 :

TRAVAIL ILLÉGAL ET DÉTACHEMENT DE SALARIÉS

Doctrines : **Détachement de salariés et travail dissimulé en France : l'emploi non déclaré et la fraude sociale** par **Philippe Adair**, Maître de conférences en sciences économiques, Université de Paris-Est Créteil 181

Doctrines : **Impact de la mondialisation sur les actions et instruments juridiques de l'OIT** par **Cyril Cosme**, Directeur du Bureau de l'OIT pour la France 192

Doctrines : **Travailleurs détachés : internationalisation et protection** par **Patrick Quinquet**, Conseiller d'État 198

Doctrines : **Les dispositifs juridiques français de lutte contre le travail illégal** par **Renaud Salomon**, Professeur associé à l'Université de Paris-XII 204

Doctrines : **Évolution de la jurisprudence de la Chambre criminelle de la Cour de cassation sur le travail illégal** par **Grégoire Finidori**, Conseiller à la Chambre criminelle de la Cour de cassation 211

Doctrines : **La saga du A1 ou l'inertie au service de la fraude au détachement** par **Fabienne Muller**, Maître de conférences en droit privé 442

TRAVAIL DISSIMULÉ

RÉMUNÉRATION – Pourboires – Centralisation par l'employeur – Retenues liées au comportement des salariés – Soustraction à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale – Travail dissimulé

Cour de cassation (Ch. Crim.) 1^{er} décembre 2015 221

Note **Christophe Aubert**, Avocat au Barreau d'Angers, Maître de conférences de l'Université Rennes-1 223

Dissimulation d'emploi salarié – Faux auto-entrepreneur – Lien de subordination juridique permanente – Requalification en salarié

Cour de cassation (Ch. Crim.) 15 décembre 2015 237

Note **Hervé Guichaoua**, Directeur du travail 239

CONTRAT DE TRAVAIL – Qualification – Gérance de société – Dissimulation d'une relation salariale – Absence d'autonomie – Subordination caractérisée

Cour d'appel de Riom (4^{ème} ch. civ.) 26 janvier 2016 (extraits) 715

Note **Nathalie Bizot**, Avocate au Barreau de Castres 717

MARCHANDAGE

Question prioritaire de constitutionnalité – Fourniture de main-d'œuvre – Notion

Cour d'appel de Paris (P. 6 – ch. 8) 30 novembre 2015 .. 232

Note **Olivier Fardoux**, Maître de conférences à l'Université de Lille-2 233

SOUS-TRAITANCE

CONTRAT DE TRAVAIL – Prêt de personnel par un sous-traitant – Intégration aux équipes du donneur d'ordre – Lien de subordination établi – Requalification de la relation de travail – Poursuite du contrat de travail ordonnée en référé

1) Conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand (référé) 18 mai 2016 565

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences de droit privé, Université de Lorraine 569

GRÈVE – Entrave à l'exercice du droit de grève – 1°

Action syndicale en justice – Recevabilité (oui) – 2°

Pouvoirs du juge des référés – Appréciation d'un trouble

manifestement illicite – Remplacement des grévistes par

des cadres issus d'autres établissements – Recours à la

sous-traitance – Recours à un service privé de sécurité –

Caractère bénévole (non) – Illicéité – Interdiction sous

astreinte

Tribunal de grande instance de Nanterre (référés)

28 avril 2016 648

Note **Thomas Formond**, Avocat au Barreau de Paris, et

Claude Lévy, Défenseur syndical CGT-HPE 649

Doctrines : **Mobilité intragroupe du salarié et**

marchandage : la logique d'un transfert de la

subordination juridique non assumé par **Hervé**

Guichaoua, Directeur du travail 737

Annexe : TRAVAIL ILLÉGAL Prêt de main d'œuvre illicite et

marchandage – Mobilité intragroupe – Mise à disposition

d'un salarié auprès d'une filiale – Transfert d'autorité –

Facturation excédant le coût salarial – Privation des droits

à la participation et l'intéressement.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2016 (p. n° 14-

26.032) 742

TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud'hommes)

TRIBUNAUX – Décision administrative – Contestation

de la légalité – Référé-suspension – 1° Caractérisation

de l'urgence – Motivation – 2° Injonction – Condition –

Respect du caractère provisoire

Conseil d'État (1^{ère}/6^{ème} ssr) 23 octobre 2015 26

Note **Gérald Le Corre**, Inspecteur du travail 28

PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL –

Licenciement pour motif économique – Autorisation

administrative – Appréciation de l'existence d'une

situation de co-emploi au sein du groupe – Silence de

l'administration – Compétence judiciaire

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 septembre 2015 100

Note **Jean-Pierre Bougnoux**, Avocat au Barreau d'Angers 100

Doctrines : **La compétence internationale à l'épreuve**

de la globalisation : à propos de l'affaire Comilog par

Jérôme Porta, Enseignant-chercheur à l'Université de

Bordeaux 241

Élections professionnelles – Établissement distinct

– Comité d'établissement – Collèges électoraux –

Affectation des sièges – Effectifs – Incidence – Respect de

la proportionnalité – Arrondi

Tribunal d'instance d'Aulnay 29 février 2015 376

Note **A. M.** 380

Répartition des compétences entre ordre judiciaire et

administratif – Entreprise privée chargée d'une mission de

service public – Légalité d'une décision – Organisation du

service public ou organisation interne de la société – Distinction Tribunal des conflits 11 janvier 2016 (req. n° 4038)	381	de la juridiction immédiatement supérieure – Décision de la juridiction (non) – Ordonnance du premier président (oui) – Excès de pouvoir (oui)	
Note Samuel Deliancourt , Premier conseiller, Cour administrative d'appel de Marseille	381	Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2016 (p. n° 14-29.493 s.)	712
COLLOQUE – INSTITUT DU TRAVAIL DE BORDEAUX – 18 MARS 2016 :		Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 mars 2016 (p. n° 14-29.488)	713
DROITS FONDAMENTAUX ET CONTENTIEUX SOCIAL		Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	713
Première partie : les droits fondamentaux du contentieux social Au cœur du contentieux social		Doctrines : Résolution amiable des litiges, préalable à la saisine prud'homale ? Des formulaires Cerfa aussi étranges que contestables par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Université de Lorraine	731
La réforme des juridictions prud'homales au regard du droit à un procès équitable par Vincent Orif , Maître de conférences, Université Caen-Normandie	387	Annexe : INTRODUCTION DE L'INSTANCE Assignation, art. 56 CPC – Introduction de la requête, art. 58 CPC – Diligences entreprises pour une résolution amiable du litige – Défaut – Nullité de l'assignation ou de l'introduction de la requête : non.	
Les contentieux de Sécurité sociale au regard du droit à un procès équitable par Pierre-Yves Verkindt , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne	400	Cour d'appel de Paris 14 juin 2016 (extrait) (n° 15/103508) .	736
Fraude fiscale : Le Conseil constitutionnel verrouille – Communiqué du Syndicat de la magistrature	563	Doctrines : « Voyage en absurdité » : la Chambre sociale de la Cour de cassation et les délais de consultation du comité d'entreprise par Laurent Milet , Docteur en droit, Rédacteur en chef de la Revue pratique de droit social, Professeur associé Université Paris-Sud	751
CONTRAT DE TRAVAIL – Co-emploi – Imputation – Immixtion d'une personne publique dans la gestion de l'employeur privé – Appréciation – Personne publique en charge d'un service public à caractère administratif – Tribunal compétent – Ordre administratif		Annexe 1 : COMITÉ D'ENTREPRISE Attributions économiques – Délais de consultation – Désignation d'expert comptable – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge après l'expiration du délai – Demande du comité irrecevable.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2016 (p. n° 14- 26.019)	578	Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-19.003)	756
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	579	Annexe 2 : COMITÉ D'ENTREPRISE Attributions économiques – Délais de consultation – Consultation préalable des CHSCT – Prolongation judiciaire des délais – Saisine du juge avant l'expiration du délai – Jugement devant être rendu avant l'expiration du délai.	
Doctrines : Accidents du travail et maladies professionnelles : la longue quête des victimes pour obtenir une meilleure réparation du dommage corporel par Francis Meyer , Maître de conférences, Institut du travail de Strasbourg	603	Cour de cassation (Ch. soc.) 21 septembre 2016 (p. n° 15-13.363)	758
Annexe : nomenclature Dintilhac	620	UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (UES)	
Entrave à l'exercice du droit de grève – 1° Action syndicale en justice – Recevabilité (oui) – 2° Pouvoirs du juge des référé – Appréciation d'un trouble manifestement illicite – Remplacement des grévistes par des cadres issus d'autres établissements – Recours à la sous-traitance – Recours à un service privé de sécurité – Caractère bénévole (non) – Illicéité – Interdiction sous astreinte		PROTECTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL – Unité économique et sociale – Transfert d'entreprise – Appréciation du caractère partiel – Établissement distinct au sens des comités d'entreprise	
Tribunal de grande instance de Nanterre (référé) 28 avril 2016	648	Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 novembre 2015	164
Note Thomas Formond , Avocat au Barreau de Paris, et Claude Lévy , Défenseur syndical CGT-HPE	649	Note Dominique Holle , DLAJ, UD CGT du Puy-de-Dôme	164
Conseil de prud'hommes – Renvoi pour cause de suspicion légitime – Opposition du président du Conseil de prud'hommes – 359 CPC – Transmission au président			

PRIX DE THÈSE 2016 de L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE DROIT DU TRAVAIL ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (AFDT)

Le concours destiné à récompenser la meilleure thèse soutenue en droit du travail et de la sécurité sociale est ouvert aux docteurs qui ont soutenu leur thèse entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2016. Le jury, chargé de choisir la thèse méritant d'être couronnée, est composé de cinq membres dont trois universitaires. Le prix de thèse, délivré par l'Association française du Droit du Travail et de la sécurité sociale, comporte une dotation de 4 000 € destinée à faciliter l'édition de la thèse.

Tous les renseignements sur <http://www.afdt-asso.fr/>

Table chronologique de la jurisprudence

(Les décisions en italique ont été publiées en extraits)

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE
2015				
FÉVRIER	26/02/2015	CJUE	Commission européenne c/ Grand-Duché de Luxembourg (aff. C-238/14)	172
AVRIL	01/04/2015	CA Paris (P. 6 – Ch. 9)	E. et FNIC CGT c/ SA Cryopal venant aux droits de la société Air Liquide France Industrie (ALFI)	79
	15/04/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Assoc. Aides ménagères rémoises c/ G. (p. n° 13-24.182)	24
JUIN	25/06/2015	TGI Beauvais (référé)	CPAM de l'Oise et a. c/ Fédération CGT des organismes sociaux	291
JUILLET	09/07/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Henkel France c/ A. (p. n° 14-14.654)	32
AOÛT	21/08/2015	CAA Marseille (7 ^{ème} ch.)	Ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social c/ SAS Sud Travaux	53
SEPTEMBRE	04/09/2015	CPH Grenoble (Ind.)	R. c/ SAS Caterpillar Fance	298
	08/09/2015	C. Cass. (Ch. Crim.)	<i>p. n° 14-83.053</i>	30
	10/09/2015	CJUE	Federacion de Servicios Privados del CC.OO c/ Tyco integrated Security SL et a. (aff. C-266/14)	169
	16/09/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	F. c/ P. et a. (p. n° 14-11.990)	39
	29/09/2015	CA Montpellier (2 ^e ch.)	<i>Fayat SAS c/ liquidateur de Établissements Richard Ducros et CCE Richard Ducros</i>	96
	30/09/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	G. c/ Comareg (p. n° 13-27.872)	100
OCTOBRE	01/10/2015	CJUE	O. c/ SARL Bio Philippe Auguste (aff. C-432/14)	172
	06/10/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	A. c/ Société Méditerranée Var diffusion (p. n° 14-17.539)	44
	08/10/2015	CAA Versailles	Fédération nationale CGT des personnels des sociétés d'étude, de conseil et de prévention	36
	15/10/2015	CA PARIS (P. 6 – Ch. 5)	SA Allianz IART venant aux droits de la société AGF c/ P.	273
	16/10/2015	CA Paris (P. 6 – Ch. 1)	B. et UGICT CGT RATP c/ RATP	157
	20/10/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. c/ Kaufman et Broad (p. n° 14-17.473)	42
	20/10/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	<i>Société Canal + c/ C. (p. n° 14-23.712)</i>	307
	21/10/2015	C. Etat (4 ^{ème} /5 ^{ème} ssr)	CGT SKF Montigny et a. (req. n° 386.123, tables Lebon)	147
	21/10/2015	CPH Grenoble (Référé)	A. et a. c/ SA ST Microelectronics France	301
	22/10/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	C. c/ société H. Cuvelier et fils (p. n° 14-11.291)	154
	22/10/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. c/ association Accueil aux personnes âgées (p. n° 14-11.801)	155
	23/10/2015	C. État (1 ^{ère} /6 ^{ème} ssr)	Req. n° 386.649	26
NOVEMBRE	04/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	S. c/ sté Gémy Côte d'Azur (p. n° 14-10.657)	9
	04/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Tourres et Cie c/ A. (p. n° 14-18.574)	86
	04/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. c/ Cabinet Dolleans (p. n° 14-11.879)	87
	04/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	T. et CGT Commerce c/ Groupe Crousti (p. n° 14-17.137)	164
	05/11/2015	TA Cergy-Pontoise	L. (Alyotech Technologies)	478

	10/11/2015	CPH Colmar (Act. div.)	F. et CFDT Santé-Sociaux du Haut-Rhin c/ association AID Colmar	278
	12/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ Wolters Kluwer France (p. n° 14-15.340)	215
	24/11/2015	CPH Lyon (Act. div. - Concil. - Départ.)	R. c/ Association MJC	296
	24/11/2015	CA Versailles (Référé)	SA Antargaz c/ L.	303
	25/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	X. c/ Air France (p. n° 14-24.444)	18
	25/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Altran technologies c/ P. (p. n° 14-16.067)	150
	25/11/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	UES Orange c/ Sud PTT (p. n° 15-14.061)	166
	26/11/2015	CAA Paris (Chambre de l'instruction - P. 7)	RFF et SNCF	74
	27/11/2015	C. Constitutionnel	Société Foot Locker France SA (déc. n° 2015-500 QPC)	149
	27/11/2015	C. Constitutionnel	Société Foot Locker France SA (déc. n° 2015-500 QPC) (Contestation et prise en charge des frais d'une expertise décidée par le CHSCT)	657
	27/11/2015	C. Constitutionnel	Syndicat Confédération générale du travail (déc. n° 2015-50 QPC) (Modalités de répartition, entre les organisations syndicales de salariés, des crédits du fonds paritaire alloués à la mission liée au paritarisme)	660
	30/11/2015	CA Paris (P. 6 - Ch. 8)	SAS Hôtelière Paris Eiffel-Suffren et a. c/ D. et syndicat CGT du commerce	232
DÉCEMBRE	01/12/2015	C. Cass. (Ch. Crim.)	Augustin D. et Société Robert's La Cendrée c/ X. (p. n° 14-85.480)	221
	01/12/2015	CA Versailles (6 ^{ème} ch.)	Syndicat CGT EADS Astrium Toulouse et a. c/ SAS Airbus Defence and Space	225
	07/12/2015	C. État (4 ^{ème} /5 ^{ème} ssr)	Société Mory-Ducros c/ syndicat CGT des transports Mory-Ducros et a. (req. n° 386.582, tables)	216
	10/12/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	P. n° 14-19.316 s.	95
	10/12/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Optimum Vie c/ Pôle Emploi (p. n° 14-16.214 et 14-16.237)	308
	11/12/2015	CA Lyon (Ch. Soc.)	GEPSA c/ B. et a.	537
	15/12/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Skills action sensation savoir agir sentir c/ A. (p. n° 14-10.522)	161
	15/12/2015	C. Cass. (Ch. Crim.)	Société Nord Picardie santé (p. n° 14-85.638)	237
	15/12/2015	CA Paris (P. 1 - Ch. 3)	Syndicats des pilotes d'Air France c/ SA Air France	275
	16/12/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	R. c/ Centre hospitalier Saint-Joseph-Saint-Luc (p. n° 14-11.294)	270
	16/12/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	ISS Propreté c/ F. (p. n° 14-19.073)	289
	16/12/2015	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ Caisse régionale du Crédit agricole mutuel Atlantique Vendéenne (p. n° 14-23.731)	363
	21/12/2015	CAA Marseille	Association Centre d'orientation sociale	287

2016

JANVIER	06/01/2016	CPH Nantes (Concil. - Départ.)	B. et syndicat CGT Airbus c/ SAS Airbus Opérations NANTES	305
	06/01/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Union départementale UNSA c/ SAS Bellefontaine (p. n° 15-10.975)	368
	08/01/2016	CA Lyon (Ch. Soc.)	SA Keolis Lyon c/ Comité d'entreprise de la société Keolis Lyon	471

	11/01/2016	Tribunal des conflits	Comité d'établissement de l'unité clients et fournisseurs Île-de-France des sociétés ERDF et GRDF (req. n° 4038)	381
	12/01/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	A. c/ Lancry protection sécurité (p. n° 14-23.290)	583
	12/01/2016	CA Orléans (Ch. Soc.)	SAS Guardian alarm c/ M. C. (n° 15/00.392)	796
	13/01/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	CFDT Métaux Fos et CGT Sollac c/ ArcelorMital Méditerranée (p. n° 14-13.015)	564
	20/01/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	N. c/ Peugeot Citroën automobiles (p. n° 14-21.346)	271
	20/01/2016	CA Paris (P. 6 – Ch. 10)	Palais de la Découverte de la Cité des Sciences et de l'Industrie c/ S. et SGEN Paris CFDT	370
	26/01/2016	CA Riom (4 ^{ème} ch. civ.)	Liquidateur judiciaire de SARL V.-Magasin Babou c/ Mme D. et a.	715
	27/01/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	R. c/ Société Dyneff (p. n° 14-10.084)	373
FÉVRIER	09/02/2016	C. Cass. (Ch. Crim.)	P. n° 14-82.234	479
	10/02/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	SCET c/ A. (p. n° 14-24.350)	362
	10/02/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. c/ FC Nantes (p. n° 14-26.147)	367
	10/02/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Evenday-SRN c/ A. et Union locale CGT de Nantes (p. n° 14-26.304)	517
	18/02/2016	CA Dijon (Ch. Soc.)	B. c/ SAS Electrolux Home Products France (n° 14/01.016) ..	798
	25/02/2016	CJUE	Stroumpoulis (aff. C-292/14)	533
	29/02/2016	TI Aulnay sous Bois	CFE-CGC Chimie c/ L'Oréal Aulnay-Chanteloup et a.	376
MARS	02/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	B. c/ France-Télévision (p. n° 14-15.603)	520
	15/03/2016	CA Versailles (6 ^e ch.)	Société européenne Dassault Systèmes c/ Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie	585
	16/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	France Télévisions c/ G. (p. n° 15-11.396)	637
	16/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. A. c/ SASU Schneider electric protection et contrôle (p. n° 14-23.589)	640
	17/03/2016	CA Paris (P. 6 – Ch. 2)	M. c/ SA Air France	643
	17/03/2016	C. Cass (2 ^e Ch. civ.)	G. et L. c/ Société Numerix Radiologie (p. n° 15-11.412 - P+B)	801
	22/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Peugeot Citroën automobiles c/ B. et a. (p. n° 14-29.493 s) ..	712
	22/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Peugeot Citroën automobiles c/ Procureur général (p. n° 14-29.488)	713
	23/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	SUD Poste Marne et V. c/ La Poste (p. n° 14-22.250)	517
	30/03/2016	CA Amiens (5 ^e Ch. Soc.)	SA Office Dépôt BS c/ R.	526
	31/03/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	SEM pour les Évènements Cannois c/ S. (p. n° 14-29.184)	531
AVRIL	06/04/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bordeaux métropole c/ C. et a. (p. n° 14-26.019)	578
	13/04/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	F. c/ Société RQS (p. n° 14-28.293)	580
	14/04/2016	CPH Paris (Comm. - Jugement BCO/BJR - Départ.)	B. c/ SARL Vilia (n° 15/14.632)	805
	28/04/2016	TGI Nanterre (référé)	Syndicat CGT des Hôtels de prestige et économiques (CGT-HPE) et a. c/ SARL gestion Hôtel Saint-Charles	648
MAI	02/05/2016	CPH Saint-Nazaire (Référé - Département)	B. c/ SAS Daher Technologies et a.	653
	03/05/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Moulins de Saliens c/ F. (p. n° 15-11.046)	593
	03/05/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Totem Réunion c/ R. (p. n° 14-24.916)	594

	11/05/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	F. c/ EARL Beg Ar Vill (p. n° 15-11.382)	651
	11/05/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Aerobag c/ Union locale des syndicats CGT de l'aéroport de Paris (p. n° 15-10.025)	726
	18/05/2016	CPH Clermont-Ferrand (référé)	Affaire L. c/ SA Orange et SARL Crom multitechniques multiservices	565
	19/05/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	UPS SCS France c/ M. (p. n° 15-13.603)	777
	19/05/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	F. et a. c/ Société Aircar et a. (p. n° 14-26.556)	794
	24/05/2016	C. Cass. (Ch. Crim.)	P. n° 15-80.848	590
	25/05/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	D. c/ Uifrance patrimoine (p. n° 14-20.578)	573
JUIN	01/06/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	T. c/ Sud santé services (p. n° 14-21.143)	677
	08/06/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caisse régionale de Crédit agricole mutuel (CRCAM) de Normandie-Seine c/ A. (p. n° 15-11.324)	720
	08/06/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	Office Partner France c/ B. (p. n° 15-16.423)	724
	09/06/2016	TGI Toulouse (Ch. civ.)	L. c/ Pôle Emploi	631
	14/06/2016	CA Paris (P. 1 – Ch. 3)	L. c/ M. et a. (n° 15/103.508)	736
	22/06/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	M. c/ Norbert Dentressangle Silo (p. n° 15-16.994)	685
	22/06/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	Torregiani SARL c/ J. (p. n° 14-29.246)	750
	24/06/2016	C. Constitutionnel	Ville de Paris (déc. n° 2016-547 QPC) (Dérogation temporaire au repos dominical des salariés des commerces de détail à Paris)	662
	28/06/2016	CA Amiens (5° ch. soc.)	V. c/ Liquidateur de Lee Cooper France et a.	778
JUILLET	07/07/2016	TASS Ille-et-Vilaine	B. c/ Bridor et a.	704
	07/07/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	M. c/ Société Garnier (p. n° 15-10.542)	775
	28/07/2016	CPH Metz (Référé)	B. c/ SAS Asco Industries	787
	29/07/2016	C. Constitutionnel	Déc. n° 2016-558/559 QPC	811
AOÛT	04/08/2016	C. Constitutionnel	Déc. n° 2016/736 DC	813
SEPTEMBRE	21/09/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	Comité central d'entreprise de la BDAF et a. c/ Banque des Antilles françaises (p. n° 15-19.003)	756
	21/09/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	Société GDF Suez c/ Comité central d'entreprise de la société GDF Suez (p. n° 15-13.363)	758
	21/09/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	Onera c/ Comité d'entreprise (p. n° 14-25.847)	774
	21/09/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	E. c/ Institut d'études politiques de Paris (p. n° 14-28.031 - P)	807
	21/09/2016	C. Cass (Ch. Soc.)	C. c/ Société MMV Gestion (p. n° 15-12.2017)	808
OCTOBRE	03/10/2016	CPH La Roche-sur-Yon (Act. div. – Jugement BCO/BJR)	G. c/ S. (n° 16/00.235)	803
	12/10/2016	C. Cass. (Ch. Soc.)	LPG Systemes c/ B. (p. n° 14-26.032)	742